

Rapport d'activité du Plan d'action 2004

ANNEXE 5

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde
ASBL

Comitee voor de Opheffing van de Derde Wereld Schuld
VZW

Titre de l'action 2004 :

**La garantie universelle des droits fondamentaux
au service du développement durable**

**Types d'Activité : Education au développement
et offre de service**

Deuxième année du programme 2003-2007

Réalisées par le CADTM

**ANNEXE 5. Rapport d'activité du Plan d'action 2004
Deuxième année du programme 2003-2007**

**Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde
ASBL**

**Comitee voor de Opheffing van de Derde Wereld Schuld
VZW**

345, avenue de l'Observatoire 4000 Liège
Tel. : 04/226.62.85

cadtm@skynet.be

Personnes à contacter :
Denise Comanne (04/226.62.85)
Eric Toussaint (04/253.24.86)

**A.R. 18/7/1997
Annexe N°5**

Titre de l'action 2004 :

**La garantie universelle des droits fondamentaux
au service du développement durable**

**Types d'Activité : Education au développement
et offre de service**

Réalisées par le CADTM

Durée de l'activité rapportée ci-dessous : 1/1/2004 au 31/12/2004

TABLE DES MATIERES

Remarques générales sur le bilan du Plan d'action 2004	p. 4
B. EDUCATION AU DEVELOPPEMENT	p. 6
a. Action « Appui et renforcement de la société civile belge et internationale »	p. 6
Activité B.1.a : Participation aux Forums Sociaux	p. 6
Activité B.2.a : Bilan du 4^e Séminaire « Droit international et dette » - Amsterdam, 17-20 octobre 2004	p. 9
Activité B.3.a : renforcement du réseau CADTM	p. 11
b. Action « Sensibilisation et formation des citoyens belges et européens aux enjeux du financement du développement durable »	p. 14
Activité B.1.b : Formations	p. 14
Activité B.2.b : Outils de communication	p. 15
Activité B.3.b : Journée internationale du CADTM	p. 18
c. Action « Sensibilisation des médias »	p. 20
Activité B.1.c : publication de quatre articles dans la presse écrite ; participation à quatre émissions radio et deux émissions télévisées	p. 20
d. Action « Interpellations politiques »	p. 25
Activité B.1.d : entretiens avec le ministère des Finances, les représentants belges au FMI et à la Banque mondiale ; échanges avec parlementaires belges et européens	p. 25
C. OFFRE DE SERVICE	p. 28
a. Action « Appui méthodologique aux responsables et formateurs des mouvements sociaux belges et internationaux »	p. 28
Activité C.1.a : Suivi de l'atelier régional d'Afrique de l'Ouest sur les DSRP	p. 28
Activité C.2.a : apport CADTM à l'atelier Afrique centrale sur les DSRP	p. 28
Activité C.3.a : Atelier sur la dette du monde arabe	p. 29
Activité C.4.a : atelier régional « Colombie-Venezuela-Equateur » NON PREVU au PA 2004 : Appui à la Plate-forme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement alternatif (PAPDA)	p. 30
b. Action « Formation de responsables d'organisations (niveaux belge et international) »	p. 31
Activité C.1.b : Formation de cadres d'organisations partenaires dans le Sud	p. 31
Activité C.2.b : formations de cadres en Belgique et en Europe	p. 31
Activité C.3.b : formation de 15 cadres internationaux au Séminaire international de formation d'Amsterdam	p. 32
c. Action « Etudes, recherches et publications »	p. 33
Activité C.1.c : publication sur le suivi de l'atelier Afrique de l'ouest	p. 33
Activité C.2.c : publication sur « Dette et droit international »	p. 33

d. Action « Préparation des interpellations politiques »	p. 34
Activité C.1.d : Réunions de préparation de l'interpellation politique	p. 34
Activité C.2.d : Elaboration de dossiers	p. 34
Activité C.3.d : Document pour campagne électorale européenne	p. 34
Evaluation	p. 35

ANNEXES

document joint

Remarques générales sur le rapport du Plan d'action 2004

Cette deuxième année d'activité du plan quinquennal 2003-2007 a permis de vérifier la pertinence de nos activités en Offre de service et, bien sûr, le développement de nos activités en Education au développement.

En 2004, le partenariat renforcé avec le CNCD et ses organisations membres pour la campagne « Abolir la dette pour libérer le développement » a pris fin en août. Plusieurs moments clé de niveau international ont encore jalonné cette partie de l'année (dont certains en Belgique : le festival Esperanzah ! placé sous le thème de l'annulation de la dette, et d'autres au niveau international : 4^e Forum Social Mondial à Mumbai en janvier, suivi de la 3^e Assemblée des Peuples de la Caraïbe à La Martinique en avril - mai, du 3^e Forum des Peuples à Kita (Mali) en juin, du 1^{er} Forum Social des Amériques à Quito (Equateur) en juillet).

Au deuxième semestre, la journée internationale du CADTM (Liège) et le 3^e Forum Social Européen à Londres en octobre 2004 ont constitué également des leviers importants pour la sensibilisation de l'opinion publique en Belgique et en Europe.

Le CADTM a approfondi les thématiques qui avaient été annoncées comme centrales dans notre nouveau programme quinquennal (pages 8 et 9 du Programme quinquennal) :

- La dette extérieure publique du Tiers Monde : le fardeau budgétaire de la dette extérieure publique du Tiers Monde constitue un frein important pour le financement du développement durable et un levier majeur contraignant les pays en développement à s'ouvrir à un marché mondial qui se révèle désavantageux (dégradation des termes de l'échange) et instable (spéculation financière). Le CADTM envisage donc d'approfondir son analyse sur cette question en animant un Observatoire international de la dette (OID) et des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (évaluation de l'impact social, de la participation de la société civile du Sud, de la faisabilité technique et politique de l'annulation de la dette et de la définition de modèles de développement durable) ;
- Le financement du développement : le fardeau budgétaire de la dette extérieure publique du Tiers Monde est à replacer dans le contexte plus large du financement du développement, aussi bien public que privé. En effet, l'impact d'une annulation de la dette est susceptible d'être annihilé par l'imposition de l'ouverture totale de leur marché interne aux produits et services fournis par les producteurs étrangers (le plus souvent des transnationales du Nord). En effet, les producteurs des PED sont désavantagés sur leur propre marché national face à la concurrence des entreprises des pays les plus industrialisés ou de pays comme la Chine. Par ailleurs, une diminution qualitative ou quantitative de l'APD peut également accompagner une annulation de dette s'il n'y a pas de ressources additionnelles. En effet, une partie importante des annulations de dettes (principalement bilatérales) sont réalisées dans le cadre de l'APD des pays créanciers. Le CADTM envisage donc d'approfondir son analyse des relations entre dette, prêts, APD, investissements directs étrangers (IDE) et libéralisation commerciale et de l'impact de leurs interactions sur le développement durable (tout en prenant en compte d'autres flux, tels les flux migratoires, les envois financiers que les migrants envoient à leur famille d'origine, etc.). Dans ce volet, le CADTM reprendra l'étude des théories du

développement qui ont été élaborées dans la seconde moitié du XXe siècle par des mouvements sociaux, des écoles de pensées (comme l'Ecole de la dépendance) voire par des gouvernements du Sud ou des institutions de l'ONU (CEPAL, CNUCED), afin de cerner les propositions qui seraient encore valides à l'heure actuelle (bien que rejetées par l'application du modèle néolibéral) et de les remettre à l'ordre du jour (en les actualisant) dans l'agenda des mouvements sociaux du Nord et du Sud ;

- Le droit international : l'annulation de la dette et la définition de modèles de développement centrés sur la satisfaction universelle des droits fondamentaux s'appuient sur des arguments de droit international (notion de " dette odieuse ", lutte contre l'impunité de la criminalité financière et du détournement de biens publics, application de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du Pacte sur les droits sociaux, économiques et culturels, des Conventions de l'OIT, etc., statut juridique des institutions financières internationales, traités internationaux sur le commerce, droit au développement, etc.). Le CADTM envisage de renforcer son analyse et l'élaboration de ses alternatives en y apportant systématiquement une approche juridique basée sur le droit international ;
- Renforcement du mouvement citoyen altermondialiste : le CADTM participe à la constitution de synergies entre mouvements sociaux, syndicaux et citoyens poursuivant le même objectif global de satisfaction universelle des droits fondamentaux (le mouvement " altermondialiste "). Le CADTM envisage d'accentuer son action de renforcement du mouvement altermondialiste au sein de coordinations nationales et internationales (ATTAC, campagne internationale sur la dette, campagne internationale pour la réforme de l'architecture financière internationale, etc.) et des différents Forums sociaux (mondial, européen, de Belgique). Cette activité renforcera la synergie déjà bien structurée avec des ONG belges telles le CETRI, le CNCD, Oxfam-Solidarité, etc. Le CADTM compte dans cette optique renforcer également les capacités de son propre réseau international au Nord et au Sud.

Ce développement des thématiques s'est réalisé systématiquement en synergie avec nos partenaires du Nord et du Sud (structuration de notre campagne avec le CNCD et le CONGAD (Conseil des ONG de développement du Sénégal) "Abolir la dette pour libérer le développement", structuration des interventions dans les Forums sociaux). Il est également le résultat d'un travail de plus en plus concerté à l'intérieur du réseau international CADTM.

Les actions du CADTM sont structurées autour d'un cercle vertueux et sont systématisées en ce sens tout au long des cinq années du programme.

Les actions du CADTM se sont donc poursuivies en respectant scrupuleusement le cadre du deuxième Programme quinquennal et les différents axes du cercle vertueux annoncé.

L'activité de l'année 2004 a été constituée des actions et activités suivantes :

B. EDUCATION AU DEVELOPPEMENT

a. Action « Appui et renforcement de la société civile belge et internationale »

Comme annoncé, des plates-formes d'alternatives communes ont été élaborées ; le réseau CADTM s'est renforcé en Belgique et au niveau international. Au cours de l'année 2004, le réseau international du Réseau CADTM a été élargi (nouveaux membres), a été consolidé (grâce une meilleure communication par Internet et à l'occasion de réunions internationales du réseau) et a été clarifié (notamment grâce à la publication du livre Les Manifestes du possible qui comprend les textes de références et l'organigramme du réseau). Son rôle dans le mouvement mondial pour l'annulation de la dette s'est renforcé, notamment grâce à la pertinence de ses analyses et à son dynamisme.

Activité B.1.a : Participation aux Forums Sociaux

Seule la participation au Forum Social Méditerranéen n'a pas pu se faire puisqu'il a été reporté à juin 2005. Il n'y a finalement pas eu de Forum social en France.

Forum Social Mondial (Mumbai – Inde) - janvier 2004

Le regroupement de nos partenaires africains, asiatiques et européens (CADTM Belgique, CADTM France, CADTM Suisse, FNDP Côte d'Ivoire, CAD/Mali, CADTM RDC, CADTM Congo Brazzaville, RNDD Niger, CADTM Sénégal, VIKAS Inde, RCADE et Observatorio de la Deuda en la Globalizacion, Espagne), a été crucial pour réussir l'intervention du CADTM au FSM de Mumbai. Le Forum de Mumbai a joué à fond son rôle de sensibilisation de la société civile.. Le succès de ce FSM hors du commun (130.000 participants alors que c'était la première session hors Brésil) a placé les nombreuses luttes sociales indiennes dans leur contexte mondial, a révélé au monde extérieur à l'Asie des pans entiers de mobilisation qui lui échappaient jusqu'alors. Les composantes du mouvement altermondialiste, comme le CADTM, se sont enrichies d'un apport considérable qu'elles ont répercuté au niveau de leur environnement propre.

A l'occasion de ce troisième Forum social mondial, le CADTM a pris, une nouvelle fois, une part active à l'élaboration d'une plate-forme des mouvements sociaux mettant à l'agenda des priorités la problématique de la dette et du développement durable.

Par ailleurs, les mandataires politiques belges ont fait écho aux revendications du Forum lors des interviews qu'ils ont données soit sur place soit au retour dans leur pays. Exemple : Elio di Rupo, président du Parti Socialiste belge (francophone), et vice président de l'Internationale Socialiste, interviewé par André Zalevski (RTBF radio) à Mumbai pendant le FSM, exprime son accord avec les revendications du CADTM exposées dans le livre du CADTM « 50 questions/50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale ». Ce type de propos a des répercussions évidentes sur la société civile belge.

ANNEXE 1 et 1 bis : énoncé des conférences, séminaires et ateliers organisés ou co-organisés par le CADTM. Plate forme des mouvements sociaux..

Assemblée des Peuples de la Caraïbe (La Martinique, 29 avril – 3 mai 2004)

Claude Quémar a représenté le CADTM Belgique à la Martinique du 29 avril au 3 mai, pour une réunion du secrétariat de l'Assemblée des Peuples de la Caraïbe (APC). Le CADTM y était invité suite à sa participation à la troisième APC en août 2003 à Haïti. Il y a donc continuité et renforcement de notre intervention dans cette partie du monde ainsi que renforcement du partenariat avec la PAPDA (Plate forme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif).

Trois interventions ont été réalisées : 1° une conférence au collège de Vert-Pré, une interview avec la radio APAL de Fort de France, 2° une conférence sur Haïti (avec Camille Chalmers, PAPDA) à Fort de France et 3° la participation de la campagne à une réunion publique de APC (à Rivière Pilote) au sujet du Forum Social Caribéen en cours de préparation.

Des stands ont ensuite été tenus dans le cadre de la fête du travail du 1er mai du Lamentin et Fort de France, permettant un contact direct avec la population.

En termes d'interpellation politique, les liens entre la campagne et les partenaires d'Haïti ont permis de relayer en France et en Europe une déclaration politique concernant la dette d'Haïti. Le bicentenaire de l'indépendance d'Haïti mettait en effet à l'ordre du jour l'annulation d'une dette contractée envers la France à cette époque. La déclaration a été relayée par la grande presse française et par une série d'organisations en France.

Le travail de sensibilisation sur la région caraïbe a été ensuite épaulé par la réalisation d'un film et d'un CD sur la situation en Jamaïque. « Life and Debt » (film et CD) a permis l'organisation de soirées de sensibilisation sur la problématique de la dette à partir du cas concret de la Jamaïque. Ces soirées combinaient débats, projection du film et concerts reggae.

Ce travail était centré sur une pétition à caractère d'interpellation politique du FMI et de la France au sein de cette institution.

ANNEXE 2 et 2 bis : Déclaration politique et texte de la pétition

Sommet alternatif à la tenue du G8 - Kita (Mali) – juin 2004

Vu la tenue du G8 dans un lieu lointain, en Géorgie (USA), le CADTM n'a pas mobilisé pour un sommet alternatif comme il avait pu le faire en 2003 à Evian. Il a donc privilégié le soutien à la troisième édition du Forum des peuples organisée par nos partenaires africains (par le CAD Mali avec le soutien du Congad, CADTM Sénégal, RNDD Niger), et qui avait comme éléments essentiels du programme :

- ❑ La destruction des agricultures paysannes africaines par les dumpings du Nord
- ❑ Résistances et alternatives paysannes face à l'offensive néo-libérale
- ❑ Annulation de la dette : quelles stratégies de mobilisation ? (expertise, front, TPI, les refus de paiement de certains pays d'Amérique Latine ...) avec la participation de Stéphane Desgain du CNCD comme intervenant
- ❑ Quelles stratégies économiques les pays africains doivent-ils développer pour se défendre contre l'économie de marché ? Comment sortir d'une économie d'endettement ?
- ❑ Atelier : Dette/droit international/Audit de dette avec la participation de Stéphane Desgain représentant le CNCD et le CADTM-Belgique comme intervenant avec Mamadou Lamine Traoré (*Inspecteur des services économiques, Direction Générale de la Dette Publique du Mali*)
- ❑ les subtilités néo-coloniales dans la coopération Nord Sud (NEPAD, Accord de Cotonou, DSRP, AGOA)
- ❑ Décentralisation et programmes sectoriels Articulation entre planification sectorielle (PRODEC, PRODES, PNIR, PASAOP, PRODEJ) et planification locale (voir aspect hydraulique qui est le seul en cours de décentralisation). Une fragmentation sectorielle voulue et incitée par la BM !

Ce 3^{ème} forum a permis de relayer avec succès les thèmes centraux du réseau CADTM en Afrique de l'Ouest et inversement, de ramener au Nord le travail de réflexion, de plaidoyer et de sensibilisation en cours en Afrique de l'Ouest. Chaque édition du Forum des Peuples a vu augmenter le nombre de pays et d'individus participants avec une participation remarquable des paysans pour ce troisième forum qui avait l'ambition de questionner les politiques agricoles nationales et internationales et la notion de souveraineté alimentaire. La participation des Belges, Français et Suisses a permis de faire le lien avec les publics visés en Europe au travers d'une coordination entre CNCD, Agir Ici et Attac France pour la mise en commun des outils de sensibilisation (texte de restitution et déclaration de Kita), par la publication des textes sur la site du CNCD, du CADTM, d'Attac France et d'Agir Ici, ainsi que la publication de textes dans le *Demain le monde* (magazine du CNCD) spécial de l'Opération 11.11.11. 2004.

ANNEXE 3 : Déclaration du Forum des peuples, Kita (Mali), 6 au 10 juin 2004

Forum Social des Amériques – FSA (Quito, juillet 2004)

Le CADTM a participé à toutes les activités unitaires de ce Forum. Il a accentué son intervention avec Hugo Ruiz Diaz (responsable du département juridique du CADTM à l'époque) qui est intervenu deux

fois, une fois dans la conférence "Mécanismes pour impulser la justiciabilité de la dette externe » (250 participants) et une autre fois en tant qu'avocat des IFI dans le "Tribunal pour la souveraineté alimentaire – Jugement de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement pour leur dette écologique envers les pays et les peuples d'Amérique latine » (400 participants). Eric Toussaint, quant à lui, est intervenu dans la conférence intitulée "Des audits comme outils de lutte face à l'illégitimité de la dette externe » (250 participants), dans la conférence plénière dédiée à l'annulation de la dette (1000 participants)..

Le CADTM a pris en charge l'organisation de deux ateliers : l'un sur la dette odieuse de l'Irak (15 participants) et l'autre sur les 60 ans des Institutions financières internationales (IFIs) (55 participants). Eric Toussaint a également participé comme conférencier à un séminaire de sciences sociales organisé par CLACSO (organisation d'éducation regroupant 144 centres universitaires en Amérique latine) sur les mouvements sociaux (120 participants), ainsi qu'à un forum en défense de l'humanité dans le cadre du programme du FSA (140 participants). Une réunion de réseau CADTM s'est tenue notamment avec la présence de *l'Observatorio de la deuda en la Globalizacion* de Barcelone. Frédéric Lévêque a eu plusieurs réunions de travail avec les membres du CADTM en Equateur.

Eric Toussaint a également été interviewé sur place par les revues péruvienne *Que Hacer ?* et brésilienne *Brazil de Fato*.

ANNEXE 4 : Déclaration de l'atelier sur les audits de la dette, Forum Social des Amériques – Quito – Juillet 2004

Forum Social européen, Londres, 14 – 17 octobre 2004

Le CADTM, membres belges et du réseau international, a organisé et participé à 3 séminaires, 2 conférences plénières, 1 atelier et 1 réunion stratégique sur la dette.

ANNEXE 5 et 5 bis : Programme de l'intervention CADTM et Déclaration de l'assemblée des mouvements sociaux

Réunions du Conseil international (CI) du FSM

Depuis l'existence du processus du Forum, le CADTM a été présent à toutes les réunions du CI (10 réunions sur 10 entre juin 2001 et décembre 2004).

Réunions du Conseil international et de ses commissions auquel le CADTM a participé en 2004 :

- Avant et après le 4e FSM à Mumbai (Durée : 3 jours. Représentants du CADTM : Eric Toussaint – CADTM-Belgique -, Victor Nzuzi – NAD RDC - et Solange Koné – FNDP Côte d'Ivoire)
- En Italie du 5 au 7 avril 2004, réunion du Conseil international au lac Trasimène (Représentant du CADTM : Eric Toussaint – CADTM-Belgique)
- Quito (Equateur) le samedi 24 juillet 2004, réunion de la commission méthodologie et contenu du CI du FSM (Représentant du CADTM : Eric Toussaint – CADTM-Belgique)
- Sao Paulo du 22 au 24 août 2004, réunion de la commission méthodologie et contenu du CI du FSM (Représentants du CADTM : Denise Comanne et Eric Toussaint – CADTM-Belgique)
- Porto Alegre du 12 au 14 novembre 2004, réunion de la commission méthodologie et contenu du CI du FSM (Représentant du CADTM : Eric Toussaint – CADTM-Belgique)

La participation du CADTM-Belgique à ces réunions a été très utile pour renforcer la réforme de l'architecture et de la méthodologie du FSM dans un sens plus autogéré. Le CADTM a également contribué à faire pencher la balance dans le sens de favoriser les convergences stratégiques entre différentes campagnes, notamment les campagnes dette du monde entier.

A Sao Paulo, en août 2004, Eric Toussaint a été chargé avec Emilio Taddei (coordinateur général de CLACSO) d'écrire le texte d'introduction du 5^e FSM, intitulé « Axes transversaux » qui a été adopté en novembre 2004 à Porto Alegre.

En retour, le réseau international CADTM et le CADTM-Belgique ont gagné en crédibilité. Globalement, le processus du FSM s'est consolidé (en janvier 2005, il y eut 135.000 participants au 5^e FSM tenu à Porto Alegre).

Activité B.2.a : Bilan du 4^e Séminaire « Droit international et dette » - Institut International de Recherche et de Formation, Amsterdam, 17 au 20 octobre 2004

Le séminaire intitulé « Pistes de réflexion et d'action vers la construction d'un ordre international alternatif », a été entièrement organisé par le CADTM. Les langues de travail étaient le français, l'anglais et l'espagnol. Dans ce séminaire, afin d'approfondir les analyses contenues dans les exposés des différents rapporteurs, l'échange et les débats avec les participants ont reçu une attention particulière.

44 participants effectifs ont participé à ce quatrième séminaire. Plusieurs inscrits n'ont pu se déplacer en raison de problèmes de visa. A remarquer : à la fois une continuité de certains participants ce qui ancre le séminaire comme un lieu de référence pour la mise au point et l'évolution des analyses et des alternatives ET de nouveaux participants, ce qui révèle une extension du réseau d'action dans le domaine du droit international. Les participants provenaient de 22 pays (Brésil, Afrique du Sud, Colombie, Mali, Belgique, Haïti, Venezuela, Pays-Bas, Espagne, Russie, Côte d'Ivoire, Angola, Pérou, Italie, France, Inde, Philippines, République démocratique du Congo, Maroc, Niger, Equateur, Argentine) : il s'avère donc que l'assise géographique du travail sur le droit devient de plus en plus large, ce qui ne peut que renforcer le débat et l'action sur les thèmes abordés.

Ce 4^e séminaire a débattu des sujets suivants :

- Le contexte politico social de Bandoeng (1955) jusqu'aujourd'hui (présenté par Amadou Diarra – Mali)
- Les différents modèles de développement mis en avant par la Banque mondiale. L'évolution du rôle de la CNUCED. Le piège de l'endettement extérieur (présenté par Eric Toussaint – Belgique)
- La dette écologique (présenté par Vinod Raina – Inde - et Leida Rijnhout – Belgique)
- La dette odieuse (présenté par Charles Abrahams – Afrique du Sud)
- Le droit au développement (présenté par Guillermo Garcia et Carole Kalenga – Belgique)
- Les caractéristiques du nouvel ordre mondial (présenté par François Houtart - Belgique)
- Le cas de l'ex-bloc soviétique (présenté par Andrej Kolganov – Russie)
- Le procès contre les 23 transnationales complices de l'apartheid (présenté par Charles Abrahams – Afrique du Sud)
- Les IFIs et les droits humains (présenté par Hugo Ruiz Diaz – Belgique/Paraguay)
- L'émancipation des femmes comme condition indispensable de l'alternative (présenté par Denise Comanne – Belgique)
- Quelle place pour les institutions internationales multilatérales ? (présenté par Arnaud Zacharie - Belgique)
- L'audit citoyen de la dette et les autres formes d'audit (présenté par Virginie de Romanet - Belgique)

Objectif du séminaire

Il s'agissait cette fois d'approfondir les analyses sur les changements de l'ordre mondial actuel dans une perspective historique; l'analyse de l'état du droit international en rapport à la dette externe et à l'action des institutions financières internationales, le tout en vue de l'action pour la mise en perspective de nouvelles pistes d'action.

Résumé du contenu

Théories et réalités du droit international et des relations internationales : vers la recherche de la construction d'un ordre international alternatif.

Le point de départ était constitué pour une réflexion critique sur les revendications d'un modèle alternatif et sur les moyens dont les pays du sud disposaient pour mettre en place un des politiques internes et régionaux de développement. En effet, Bandoeng (1955) a été le début d'un bouleversement des rapports de force sur le plan international dont le résultat le plus frappant s'est traduit par la volonté des pays du Tiers Monde de changer radicalement l'ordre international imposé par les pays occidentaux. Cette volonté s'est matérialisée dans les années 1970 dans la revendication d'un Nouvel Ordre économique international (NOEI) proclamation dans laquelle ces pays considéraient que le monde en voie de développement est une force considérable qui représentait « une évolution irréversible du rapport des forces dans le monde... ». Selon la proclamation du NOEI, il était impossible de réaliser le développement économique et social dans l'ordre économique libéral contemporain. Cette affirmation, avec la distance de contexte et du temps, reste plus actuelle

que jamais. Appropriation des espaces onusiens, de l'Assemblée générale de l'ONU, création de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, nouvelles théories du développement économique et social, toutes ces tentatives faisaient partie des efforts tendant à se soustraire à la domination des pays riches.

Egalement, droit de réglementer et superviser les activités des sociétés transnationales, droit à la nationalisation, droit d'expropriation; droit de contrôler les capitaux et les investissements.... Voilà un ensemble de règles juridiques qui reflétaient les changements profonds dans les rapports de force sur le plan international et qu'à un certain moment d'histoire a fait trembler les pays capitalistes du Centre. Mais la réalité l'a finalement emporté sur le NOEI et sur les peuples du Sud, elle l'a fait sur les efforts de développement endogène autonomes: une grande majorité de pays sont restés à l'intérieur du système commercial international et sous les règles du GATT depuis 1947. Le système libéral a finalement eu la capacité suffisante pour la canaliser politiquement et voici aujourd'hui les peuples du Tiers Monde pris dans la tenaille du capitalisme, dont l'iceberg est constitué par l'OMC, organisation internationale qui vise la fin de toute velléité d'indépendance et de développement des pays du Sud. Et de nouveau le droit international qui est transformé mais cette fois en faveur des pays dominants.

Que reste- il donc des besoins de développement économique et social ? Nous sommes confrontés à une nouvelle crise de tout le système juridico-politique international, par la mise en place d'un nouvel ordre international capitaliste et marchand, entièrement au service du capital privé. Les institutions multilatérales telles l'OMC, FMI et la Banque Mondiale jouent le rôle de fer de lance de l'offensive libérale contre les peuples. La dette externe constitue également un mécanisme par le biais duquel les Etats et les pouvoirs publics sacrifient les politiques de développement économique et social aux intérêts des créanciers, tant privés que publics. Saccage des ressources naturelles des pays du Sud, commerce inéquitable et injuste, primauté des intérêts privés sur les droits humains et le droit international, voici autant des faits qui appellent à la construction d'un nouvel ordre social international et à la transformation sociale sur le plan international.

Revendiquer, faire respecter et renforcer le droit international

Faire respecter et renforcer le droit international est une lutte globale qui s'insère dans le contexte de primauté des règles libérales dans l'ordre mondial. Il est inéluctable de se demander également quelle place pour les institutions internationales multilatérales. Sur ce dernier point, au-delà de divergences ponctuelles, un consensus de base se dégage : comme aux temps du NOEI tout développement économique, social, respectueux de l'environnement est impossible sans une remise en cause et sans une transformation substantielle des institutions multilatérales internationales. Leur démocratisation devient un impératif dans le processus des luttes des peuples et dans la construction d'un ordre économique, social et politique alternatif.

Mais des questions de fond se posent : quelle effectivité et efficacité du droit international ? Et surtout : vaut-il la peine de faire recours au droit ? En effet, dans le processus de construction d'alternatives, le droit peut constituer un outil, un instrument par lequel les victimes et les citoyens en général, peuvent demander des comptes aux responsables pour des violations massives des droits de l'homme dont les institutions internationales et les firmes privées (sociétés transnationales) sont responsables selon le droit international. Des procès contre des firmes transnationales qui ont appuyé le régime de l'apartheid sont en cours ; les audits sur la dette en Argentine, au Pérou, ont pour leur part démontré les agissements délictuels des institutions financières internationales, la mise en cause de leur responsabilité internationale et leur complicité avec des régimes criminels. De telles actions et enquêtes permettent d'une part de mettre en exergue le droit international en tant qu'instrument de lutte des peuples et d'une autre, de ne pas laisser dans l'impunité les violations massives des droits humains et du droit international.

Liste d'intervenant(e)s

Charles ABRAHAMS (Avocat, Afrique du Sud) ; Nuri ALBALA (Avocat, président de la Commission Internationale "Droits Fondamentaux et Mondialisation" - France) ; Filinto DURAN (député du parlement de la république bolivarienne du Venezuela et membre du Parlement latino américain) ; François HOUTART, directeur du CETRI, Belgique) ; Amadou DIARRA (avocat, professeur de droit international à l'université de Bamako, Mali) ; Maria FERRETI (Avocate, Argentine) ; Guillermo GARCIA (Docteur en Droit, Espagne) ; Carole KALENGA (Avocate au Barreau de Bruxelles, Belgique) ; Andrej KOLGANOV (Economiste, Université de Moscou, Russie) ; Solange KONE (Responsable du FNDP, Côte d'Ivoire) ; Fabio MARCELLI (Chercheur à l'Institut d'Etudes Juridiques du Conseil National de la Recherche – Rome, Italie) ; Denise COMANNE (CADTM, Belgique) ; Vinod

RAINA (Physicien, Jubilee South, Inde) ; Leida RIJNHOUT (VODO, Belgique) ; Virginie de ROMANET (Chercheuse au CADTM Belgique) ; Hugo RUIZ DIAZ BALBUENA (Avocat, Chercheur au CADTM, Paraguay) ; Michael SCHMITT (Master en Droit international, Allemagne) ; Eric TOUSSAINT (Politologue, CADTM-Belgique) ; Arnaud ZACHARIE (Directeur de Recherche au CNCD, Belgique).

Selon la formule maintenant bien rôdée (pour les principes de base, nous renvoyons aux PA précédents), le séminaire résidentiel de trois jours a eu lieu avec la participation d'experts en droit mais la grande majorité des participants (une quarantaine) était constituée de responsables d'ONG et de mouvements sociaux d'Europe et d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Les experts ont envoyé leur contribution avant la tenue du séminaire. Les contributions ont été envoyées aux participant(e)s par email (elles sont maintenant disponibles en ligne sur le site web du CADTM). Les langues de travail ont nécessité une aide bénévole importante en interprétariat de la part de membres et de sympathisants du CADTM et du groupe de traduction Babels. En cours de séminaire, après chaque demi-journée, une synthèse a été présentée oralement. Par la suite, le groupe Droit a réalisé une synthèse écrite qui a été envoyée à tous les participants. Le livre paru en décembre 2004 (voir plus loin Activité B.2.b dans l'action Sensibilisation et formation des citoyens belges et européens aux enjeux du financement du développement durable ») reprend les résultats de ce 4^e séminaire et de ceux qui l'ont précédé.

ANNEXES 6, 6 bis, 6 ter et 6 quater : Programme, contributions du séminaire, liste des participants (scannée) et rappel de l'impact des séminaires

Activité B.3.a : renforcement du réseau CADTM

Au niveau belge, l'organisation de réunions régulières du GNC du CADTM Belgique (une réunion par mois), de réunions régulières du groupe droit, du groupe de Bruxelles et du groupe de Liège a constitué l'axe stratégique pour le renforcement du réseau tant au niveau belge qu'au niveau international (secrétariat international).

Brochure de présentation du CADTM

Ce qui devait être une brochure de présentation du CADTM est devenu une réalisation plus ambitieuse, au fur et à mesure du travail d'élaboration. Nous avons ainsi réalisé en septembre 2004, après deux ans de travail, un livre intitulé « *Les Manifestes du possible* » qui relate l'historique du CADTM, ses textes fondateurs, l'extension de son réseau (252 pages). De plus, ce livre détaille la manière dont le CADTM est devenu naturellement une composante active du mouvement altermondialiste, en resituant chronologiquement l'historique et le développement de ce mouvement, par le biais de certains de ses textes fondateurs. De la sorte, parallèlement à l'histoire du CADTM, le lecteur peut suivre l'histoire du mouvement altermondialiste et la façon dont le thème de l'annulation de la dette y a été présent de manière permanente – en y prenant de plus en plus d'importance, jusqu'à en devenir l'un des thèmes les plus visibles et mobilisateurs.

Il s'agit en quelque sorte d'une « carte de visite » particulièrement intéressante lorsqu'on nous demande des détails sur le réseau du CADTM aux différents stands, activités publiques ou demandes de renseignements par le web. Le livre contient en effet un « annuaire » complet reprenant les coordonnées des membres du réseau international CADTM et de ses partenaires, ainsi qu'un catalogue des principales publications du CADTM. « *Les Manifestes du possible* » sont en outre un document utile pour le mouvement altermondialiste en général et celles et ceux qui s'y intéressent : il n'existe en effet pas d'autre ouvrage qui retrace de cette manière, en la contextualisant, l'histoire du mouvement, en regroupant et en présentant plus d'une vingtaine de ses « manifestes » les plus significatifs.

Ce livre n'existe pour l'instant qu'en français, mais les traductions en espagnol et en anglais sont en cours. L'édition en anglais sera réalisée en 2005 en Inde. L'édition en espagnol devrait également paraître en 2005. Au niveau du réseau francophone, il s'agit d'un « plus » : les partenaires d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale disposent ainsi d'un outil pour valoriser leur travail au sein du réseau international.

Le livre, tiré à 3.500 exemplaires, a été envoyé aux abonnés et contacts presse du CADTM en septembre 2004.

Les réunions de renforcement du réseau

Les réunions de renforcement du réseau ont eu lieu via l'organisation de réunions régulières et la mise en œuvre d'un organigramme clair incluant l'apport du CADTM-Belgique au réseau international CADTM : lors du FSM de Mumbai en janvier 2004 ; lors de la formation en Côte d'Ivoire, en février 2004 ; lors d'une réunion en mars 2004 à Liège (CADTM Belgique, CADTM France, CAD/Mali et CADTM Congo Brazzaville) ; lors du séminaire sur la dette odieuse en RDC, avril 2004 ; lors de l'assemblée des peuples de La Martinique, en mai 2004 ; lors des Forum des Peuples au Mali (juin 2004) ; lors du Forum Social des Amériques (juillet 2004, Quito) ; lors du Forum Social européen à Londres et des activités en Belgique d'octobre 2004 (prévue initialement en avril, la journée internationale du CADTM a eu lieu en octobre.. De ce fait, la réunion de réseau connexe a également eu lieu en octobre).

Les membres du CADTM ont donc mis à profit les rendez-vous internationaux pour se réunir en vue de renforcer le réseau. Nous avons évoqué ces rendez-vous dans l'activité B.1.a. au niveau du travail d'appui de la société civile.. Nous repreneons en annexe la réunion de Mumbai en détaillant les moments qui ont été consacrés au travail de réseau proprement dit. En alternance avec les activités publiques où tous les partenaires étaient impliqués, le réseau a tenu plusieurs réunions importantes en interne qui ont permis de discuter sur les actions en cours mais aussi sur la structuration et le fonctionnement du réseau à l'avenir. Ce compte-rendu détaillé permet de mieux sentir la réalité concrète du travail en réseau..

Les réunions de suivi de l'Observatoire de la dette et des DSRP

Les différentes rencontres internationales évoquées ci-dessus ont permis de prendre contact avec des organisations et des personnalités avec lesquelles nous avons pu discuter du concept de l'Observatoire, des collaborations possibles. L'idée a donc évolué tout au long de l'année 2004 et suffisamment pour qu'en 2005 (janvier, Porto Alegre), le principe de l'Observatoire devienne réalité vu la large surface représentée par les adhésions. C'est le résultat d'un travail de 3 années de consultations. De ce fait, le CADTM a atteint un objectif important : l'Observatoire n'est pas un outil commandité et parachuté par le seul CADTM, c'est un outil élaboré en commun par un large éventail d'associations et d'individus, ce qui constitue à nos yeux une garantie de bon fonctionnement et de pérennité. Nous y reviendrons dans le bilan du PA 2005. L'important à ce stade est de savoir que l'année 2004 a servi à ce patient travail de construction. Ce sont essentiellement une réunion à Quito (juillet 2004), une réunion en septembre 2004 à Barcelone et les activités d'octobre à Buenos Aires qui ont permis de faire les derniers pas décisifs sur cette question. Le voyage à Buenos Aires aura été le moment clé au cours duquel sous la pression du groupe EDI, il a été décidé de lancer l'Observatoire en janvier 2005 à l'occasion du 5^e FSM à Porto Alegre.

Par contre, le programme d'Observatoire du Club de Paris n'a pas été réalisé faute d'un financement de l'UE. Il est reporté sine die car il était conditionné par l'obtention de cet appui de la CE de l'UE. Le projet était introduit par notre partenaire en Allemagne (Jubilé Allemagne) et il n'a pas été accepté par la CE. Cette démarche devait inclure Jubilé Allemagne et Inkota (Allemagne) et le CADTM France. Cela ne nous préoccupe pas outre mesure car le travail de construction de l'Observatoire international de la dette permettra d'intégrer cette question.

Les réunions axées sur le suivi des DSRP ont eu lieu

- lors du FSM de Mumbai (voir compte-rendu ci-dessous) : les partenaires du Sud organisent en effet régulièrement des ateliers de suivi des DSRP dans leurs pays respectifs. Ils font part des conclusions lors de rendez-vous internationaux de manière à mettre au point les stratégies entre eux et avec les partenaires du Nord.
- lors du séminaire sur la dette odieuse de la RDC (Kinshasa, avril 2004) : une réunion spécifique du réseau sur les DSRP en RDC s'est tenue entre le NAD-CADTM Kinshasa, le CADTM France et le CADTM Belgique.
- lors du Forum des peuples de Kita (juin 2004) : une réunion a permis le regroupement des informations au niveau de l'Afrique de l'Ouest.
- Lors de la réunion de réseau en octobre 2004 à Liège, ce point a constitué un axe central des discussions.

Troisième et dernière tranche de la campagne " Abolir la dette pour libérer le développement "

Cette activité, grand public et donc partie prenante de la sensibilisation des citoyens, a également renforcé l'activité du réseau belge et européen (France). En effet, 50 jeunes activistes parmi nos membres et sympathisants se sont mobilisés pour réussir cette initiative. La dernière tranche de la

campagne " Abolir la dette pour libérer le développement " dans tous ses aspects a continué en partenariat avec le CNCD, (Centre National de Coopération au Développement), le CRID (Centre de recherche et d'information sur le développement), l'ASTM (Association Solidarité Tiers Monde) et les partenaires du Sud : coorganisation du festival de musique du monde *Esperanza!* sur le thème de l'annulation de la dette du Tiers Monde qui s'est déroulé les 30, 31 juillet et 1^{er} août 2004 à l'abbaye de Floreffe (19.000 participants, plus de 4.500 signatures collectées pour l'annulation de la dette au cours du festival, des milliers de jeunes sensibilisés lors de ce Festival), pétitionnement (Belgique et UE) et interpellation politique FMI/Banque mondiale (journée internationale à Liège).

Tournée de membres du CADTM Venezuela en Belgique

Une tournée d'un membre du CADTM Venezuela (Gonzalo Gomez) a eu lieu en octobre. Cette activité n'était pas prévue au PA 2004 : elle a surgi de l'importance des débats, de la vie sociale intense au Venezuela et de la demande du public en Belgique. L'intervention de Gonzalo Gomez à la journée internationale du 9 octobre à Liège a été complétée par une conférence, le 7 octobre, à Bruxelles, organisée en collaboration avec le Collectif Venezuela 13 avril et l'asbl Subterra. Trente personnes y ont participé.

Au vu de l'intérêt suscité par l'actualité socio-politique du Venezuela, nous avons coorganisé une tournée de conférences en Belgique (Bruxelles, Liège, La Louvière, Anvers), aux Pays-Bas (Forum social des Pays-Bas), en France (Paris) et en Grande Bretagne (Londres) avec un autre collaborateur du CADTM et directeur d'une école autogérée de Caracas (Oscar Negrin). Pour les conférences qui se sont déroulées en Belgique, le public était au nombre de 30 à 70 personnes.

Le renforcement du réseau se réalise aussi par la diffusion des outils de sensibilisation

Tous les instruments de sensibilisation et d'information créés par le CADTM Belgique (livres, revues, site web, bulletins électroniques...) servent en Belgique, bien sûr, mais aussi partout où nos partenaires et membres du réseau sont implantés.

A mettre en exergue : le renforcement du réseau international au niveau africain

Ceci reste un point fort de notre travail en 2004 (atelier en RDC, formation en Côte d'Ivoire, participation au Forum des peuples du Mali, participation des partenaires africains dans les Forums mondiaux et insertion dans les instances du processus, etc.).. Depuis la tenue de la conférence "Dakar 2000 : des résistances aux alternatives", un contact de plus en plus régulier s'est établi entre nos partenaires africains pour faire le point de façon constante sur les conséquences de l'endettement en termes sociaux et environnementaux, sur les mesures d'allègement, sur l'élaboration des Documents stratégiques de réduction de la pauvreté, sur les alternatives des mouvements sociaux et leurs activités. Ces contacts se font d'abord et surtout au niveau régional. Le CADTM suit de très près l'évolution de ces contacts au niveau de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale puisque c'est de ces deux régions principalement que viennent les animateurs de campagne invités pour la sensibilisation du public belge et européen. A plusieurs échéances internationales, ces partenaires africains ont été invités et ont ainsi renforcé l'intervention du CADTM.

En conclusion, le réseau international se renforce de manière permanente et significative.

ANNEXE 7 : renforcement du réseau détaillé

b. Action « Sensibilisation et formation des citoyens belges et européens aux enjeux du financement du développement durable »

Activité B.1.b : Formations

Week end de formation résidentiel (Liège, Belgique) – 25, 26 et 27 juin 2004

La formation résidentielle prévue dans cette action s'est déroulée en juin 2004 à l'Espace Belvaux à Liège.

Ce week-end de formation a renforcé la partie belge du réseau international. Une très forte participation (sur les 79 inscriptions, 65 participants : le double des prévisions) pour cette formation sur le droit au développement où l'on a également enregistré la présence de membres et sympathisants français. Evaluation (à chaud et par formulaires écrits) très positive. Notons également la présence d'un nombre important de jeunes (une vingtaine entre 20 et 30 ans) ainsi que de membres d'organisations partenaires. La formation avait d'ailleurs été l'objet d'une bonne diffusion parmi plusieurs revues et journaux d'organisations.

ANNEXE 8 et 8 bis : Programme de la formation *et* évaluation du week end de formation résidentielle (juin 2004 à Liège) réalisée par questionnaires

Formations dans le milieu scolaire

Le CADTM considère que son objectif de sensibilisation doit être le plus large possible. Dans cette optique, les formations et animations qu'il organise visent à toucher aussi bien les écoles secondaires (enseignement général mais aussi technique et professionnel) que le milieu de l'enseignement supérieur et universitaire. Rappelons que 6 formations étaient prévues. Nous avons atteint et dépassé l'objectif.

A) Formations destinés aux élèves de secondaire (liste non exhaustive)

- 17 mars 2004 : Formation de base Institut St Albert de Jodoigne
- 22 mars 2004 : réalisation d'un film avec les étudiants du Lycée de Waha
- 26 mars 2004 : 400 jeunes de l'enseignement secondaire réunis par le RESOJ à Couillet
- 27 avril 2004 : Formation de base à l' Athénée de St Georges
- 25 – 27 – 28 et 29 octobre 2004 : Formation de base + Alternatives à l'Athénée de Chénée
- 19 novembre 2004 : Participation au forum pour l'action sociale à Bruxelles : sensibilisation d'une centaine d'élèves du secondaire
- 24 novembre 2004 : Formation de base à l'Institut Jean XXIII de Jemelle
- 24 novembre 2004 : Formation à l'Institut St Roch à Theux
- 6 décembre 2004 : Formation de base à l'Athénée de Waterloo

Etant donné la possibilité de toucher un grand nombre de jeunes que le CADTM ne touche pas d'habitude, vu le succès et la demande croissante de ces animations, le CADTM a décidé d'augmenter ce type d'animations. En 2005, 8 écoles et 17 classes ont déjà été « visitées », 24 séances (50 min) ont été données et plus ou moins 400 élèves ont participé à ces animations.

B) Formations destinées aux élèves du milieu supérieur et universitaire

Eric Toussaint a été chargé d'une conférence inaugurale pour environ 400 étudiants de première année de l'ICHEC (Bruxelles) le jeudi 16 septembre 2004. Jacques Zeghers, secrétaire général de l'Association Belge des Banques et professeur à l'ICHEC, était chargé de porter la critique. Cette deuxième expérience est très réussie (la première avait eu lieu en septembre 2002).

Par ailleurs, ce type de formation donne lieu à des partenariats spécifiques :

- avec des étudiants : mémoires centrés sur les thèmes et les activités du CADTM - exemple: Université de Liège et ULB)
- avec des professeurs (programme de l'ICHEC de Bruxelles comme suivi de la conférence d'Eric Toussaint le 16/9/2004, initiative CAPRI - Cercle d'Analyse politique de l'ULg - à l'université de Liège avec Eric Toussaint, qui est devenu docteur en sciences politiques de l'université de Liège – et de Paris VII I - en novembre 2004)

Conférences pour des ONG ou associations partenaires

Les 6 formations prévues ont été réalisées pour ATTAC Tournai (6 mars 2004), ATTAC Liège (24 avril 2004), ATTAC Mons (5 octobre 2004), Campagne 11.11.11 à Sprimont (7 novembre 2004) par Denise Comanne, 2 débats - formations sur le mouvement altermondialiste à Namur avec ITECO (mai et août 2004) par Yannick Bovy. Un atelier sur la dette du Tiers Monde à Ruesta (Espagne) pour la Fondation Léon Lesoil (camp des jeunes) par Olivier Bonfond.

Il faut également signaler que le CADTM a été associé à chaque cycle d'information générale organisée par la CTB en 2004 (cela représente 8 cycles avec chaque fois 44 participants, au total : 372 participants). Le CADTM a en charge le cours intitulé « Dette et Mondialisation : Les Alternatives ». Le cours a été assuré alternativement par Olivier Bonfond, Sébastien Dibling et Eric Toussaint.

Activité B.2.b : Outils de communication : site web ; revue trimestrielle ; ouvrage pédagogique sur le droit international

- Site web

En 2004, la tâche principale de Frédéric Lévêque au sein du CADTM a consisté, d'une part, à alimenter très régulièrement le site Web du CADTM et, d'autre part, à rénover complètement la présentation et la structure du site (en trois langues : anglais, espagnol, français).

La communication électronique du CADTM fonctionne efficacement depuis la création de bulletins d'information électroniques national et international, en anglais, en espagnol et en français.

1. Les bulletins électroniques

En septembre 2003, il n'y avait pas de mailing list à part les adresses des membres du CADTM. Il n'y avait pas de bulletin électronique officiel même si les documents CADTM étaient diffusés individuellement par voie électronique.

Aujourd'hui, il existe trois bulletins électroniques d'information, un pour chaque langue. Ils ne sont pas envoyés à périodicité fixe car ils dépendent de l'actualité, de nos activités et des publications du site. En français, le bulletin est envoyé à 1.711 personnes (nombre d'inscrits au 1^{er} novembre 2004) dont une grosse majorité de Français et de Belges. Le reste des inscrits provient de l'Afrique francophone, du Canada et de Suisse. En espagnol, le bulletin est envoyé à 1.055 personnes, d'Espagne et d'Amérique latine. En anglais, il y a 250 inscrits.

Ce nombre d'inscrits n'est pas négligeable et reflète le champ d'action du CADTM qui est surtout actif (par les activités, les publications, etc.) et présent en France et en Belgique.

Du fait de l'intérêt de l'équipe permanente pour l'Amérique latine et que toute l'équipe parle espagnol, le travail vers ce sous-continent est facilité, voilà pourquoi entre autres on peut expliquer la grande différence entre inscrits hispanophones et anglophones.

Le CADTM a aussi clairement fait une « percée » ces derniers temps en Amérique latine. On ne peut encore en dire autant pour les pays anglophones et pour le continent asiatique, d'où la faiblesse du nombre d'inscrits (250). Ces chiffres reflètent donc une réalité du travail.

A ces trois bulletins, il faut ajouter celui réservé uniquement à la Belgique (francophone) de 834 inscrits et qui sert non pas à diffuser des articles et des études mais à annoncer les activités du CADTM et de ses partenaires locaux ; ainsi que le bulletin du CADTM France où 3.500 personnes sont inscrites.

2. Participation

Si l'on peut tirer un bilan relativement positif des mailing lists, il faut encore progresser au niveau de la participation des membres du réseau CADTM. Nous devons trouver des méthodes permettant aux

membres de produire et de proposer de l'information sur le site. Il y a plusieurs obstacles. D'une part, il existe une incontestable brèche Nord-Sud par rapport à l'accès à Internet, ce qui ne facilite pas les choses. D'autre part, il ne faut pas oublier que l'appartenance au réseau CADTM et la lutte contre la dette n'est pas la seule activité de plusieurs partenaires et membres du réseau international du CADTM.

3. Identité du site

Une caractéristique des sites des ONG est qu'ils sont une bonne « carte d'identité » des organisations, qu'ils présentent bien les campagnes, les objectifs, les partenaires, la philosophie mais ne fournissent pas beaucoup d'informations actualisées. Ces sites ont donc moins de visites que des sites dédiés à l'information.

L'identité du site CADTM réside dans un bon équilibre : il est axé sur l'information (et la contre-information), il élargit les thèmes traités, sans oublier évidemment de montrer ce que l'organisation entreprend.

Peu d'organisations produisent sur la dette du Tiers Monde. Exemples : *50 years is enough*, aux Etats-Unis, ne propose que des commentaires à des articles publiés par la presse traditionnelle. Sans produire d'analyse originale, sauf exceptionnellement, Jubilé Sud, notre principal réseau partenaire, ne produit que très peu de choses. Pour preuve, leur site Web n'évolue guère. On y parle des campagnes ou de quelques rendez-vous.

Le défi est de proposer des articles relativement courts qui puissent être lus par chacun, qui réagissent rapidement à l'actualité, qui soient publiables dans des journaux et notamment sur des portails d'information de référence comme Rezo.net qui amène beaucoup de visites.

4. Visites

Comme pour les bulletins électroniques, la répartition des visites correspond à la réalité du CADTM : la partie anglophone reçoit 19% des visites, l'hispanophone 29% et la francophone 51%.

Les textes les plus lus sur le site sont « qu'est-ce que la dette ? » ou « qu'est-ce que le CADTM ? ».

La moyenne des visites depuis janvier se situe entre 100 et 150 par jour, ce qui fait une moyenne entre 3..000 et 4..500 par mois.

Quant à l'origine des visites, elles sont diverses. Les articles que Damien Millet et Eric Toussaint publient, sont quasi automatiquement repris sur l'important portail d'information rezo.net et amènent de nombreux visiteurs. Nos articles sont également repris par le moteur de recherche Google et par son système d'actualité news.google.

- Revue trimestrielle « Les Autres Voix de la Planète »

Quatre numéros de la revue ont été publiés en français (un de plus que prévu car le n° double prévu pour la publication « Droit » s'est transformé en livre ; voir ci-dessous). Concernant la revue en néerlandais, en 2003, nous avons réduit très fortement l'effort la concernant car elle ne rencontrait qu'un écho très faible. En 2004, nous avons décidé de la supprimer et de nous concentrer sur l'amélioration de la revue francophone qui rencontre un intérêt réel.

Le tirage de la revue en français varie de 1.200 à 1.400 exemplaires en fonction des événements prévus qui permettent une plus grande diffusion. Yannick Bovy, journaliste de formation, assure la supervision et la coordination de la revue. Cette revue est toujours utilisée comme outil lors des premiers contacts et/ou des demandes de renseignements émanant du grand public. Elle constitue une bonne carte de visite du CADTM. Et ce d'autant plus qu'elle a été profondément transformée et améliorée, tant en termes de forme que de contenu.

Sur la forme : une nouvelle maquette a été réalisée, plus claire, plus aérée et plus lisible. Une place plus importante est désormais consacrée à l'iconographie, voulue comme partie intégrante du contenu de la revue, et non pas comme un simple outil d'illustration. A cet égard, la priorité est mise sur des dessins, créations graphiques ou photographies d'auteurs concernés par les problématiques abordées dans la revue, de jeunes artistes liés au mouvement altermondialiste, de collectifs de photographes indépendants, etc.

En termes de coordination et de structuration du contenu de la revue, l'évolution est notable également, vers une plus grande « professionnalisation ». Hiérarchisation plus précise des sujets

traités, plus grande cohérence d'ensemble, articulation autour de dossiers thématiques et de rubriques récurrentes, harmonisation stylistique et grammaticale des textes, des formats utilisés, des chapeaux, de la titraille, des légendes, continuité dans le traitement formel et de fond du contenu au fil des numéros, etc.

Cette évolution améliore significativement la « carte de visite » trimestrielle du CADTM, et donc la visibilité de son travail. Elle est réalisée en interaction permanente avec le contenu du site Web du CADTM. Notons par ailleurs que la réalisation plus « journalistique » de la revue permet une ouverture plus grande à des collaborations nouvelles avec des auteurs extérieurs.

- Publications

Nous avons déjà mentionné la parution de la publication du livre « *Les manifestes du possible* » comme outil de renforcement du réseau. Voici les autres publications de 2004.

La publication pédagogique sur le droit international a été réalisée en décembre 2004 sous la forme d'un petit livre (« *Le Droit international, un instrument de lutte ?* », format 12 X 17, 174 pages tiré à 3.000 exemplaires). Le groupe Droit s'est réuni à de multiples reprises pour présenter une version pédagogique des acquis des séminaires droit, mettre au point la conception de l'ouvrage et collationner les documents nécessaires. Le livre se focalise sur la dette odieuse, l'audit citoyen (renforcer parallélisme avec dette du Nord et audits citoyens dans le Nord, le contrôle démocratique et législatif sur les IFI – Institutions financières internationales).

Au lieu de réaliser une nouvelle édition en français de « *50 questions/50 réponses sur la dette, la FMI et la Banque mondiale* » comme prévu, nous avons privilégié les éditions en langues étrangères (anglais et espagnol) pour épauler l'intervention du réseau international dans leurs actions de sensibilisation des citoyens. Une édition anglaise avait déjà été réalisée par notre partenaire VAK en Inde en novembre 2003 (*The Debt Scam*).

Une édition espagnole est sortie en avril 2004 sous la responsabilité d'Intermon Oxfam et Icaria Editorial. Ces coéditeurs ont invité Eric Toussaint à Madrid et à Barcelone du 28 septembre au 1^{er} octobre 2004. Une conférence publique de présentation du livre a été réalisée dans les deux villes. A Madrid, il y eut 100 participants. A Barcelone, 90 participants. La répercussion médiatique a été très importante : interview pour Radio Espagne en direct, interview pour Radio Catalogne (en direct), séquence de 12 minutes pour le magazine d'actualité de la télévision publique espagnole (diffusé le vendredi soir à 22H00), pour la télévision privée Télé 5 (groupe Berlusconi). A cela il faut ajouter les interviews pour la presse imprimée : quotidien catalan AVIU, quotidien national 5 HORAS. Plus périodique d'Oxfam Espagne, périodique financier toutes boîtes à Barcelone. Interview par une agence de presse Europapress. Interview pour un des deux principaux sites Internet liés à un quotidien imprimé : Mundo.es.

Une autre édition anglaise par Zed Books est sortie en octobre 2004 à Londres sous le titre « *Who owes who ?* ». C'est une coédition entre Zed Books et six autres éditeurs : University Press à Dhaka, White Lotus à Bangkok, SIRD à Kuala Lumpur, David Philip à Cape Town, Books for Change à Bangalore. Cela garantit une diffusion significative en Asie et en Afrique australe. Tirage : 2.500 exemplaires dont 1.000 ex destinés à l'Asie.

Signalons également qu'une 3^{ème} édition de « *Sortir de l'impasse* » en espagnol est sortie en Argentine (édition La Fragua) en juin 2004.

A ces outils s'est ajouté le livre « *La Finance contre les peuples* » (publié en décembre 2003 et diffusé en 2004) dont la publicité a été largement diffusée par nos partenaires, parties prenantes du mouvement altermondialiste. Le premier semestre 2004 a connu une diffusion très significative de ce livre (commandes par le site web notamment et par les commentaires dans la presse officielle et associative). Deux nouvelles éditions de la « *Bolsa o la Vida. Las Finanzas contra los Pueblos* » en espagnol ont été réalisées en 2004. L'une a été réalisée à Cuba en janvier 2004 par Editorial de Ciencias Sociales (10.000 exemplaires) et l'autre a été réalisée par CLACSO (Consejo latino americano de Ciencias sociales) en Argentine en octobre 2004 (une première édition argentine avait été réalisée par le même éditeur en octobre 2003). Chaque édition a été accompagnée d'un voyage de l'auteur afin de présenter le livre. Présentation à Cuba à la Foire du livre de La Havane (500.000 visiteurs) et au Congrès des économistes. La présentation du livre à ce congrès a été faite par Gladys Sanchez et Eric Toussaint le 11 février 2004 devant 1.000 personnes au Palais des Conventions. Le

livre a fait l'objet de deux longs articles parus dans deux revues cubaines (la revue universitaire Alma Mater et celle de l'Organisation Continental Latino américaine y Caribena des Etudiants –OCLAE-). CLACSO a de son côté invité Eric Toussaint à Buenos Aires pour présenter l'édition argentine. Cette présentation a été réalisée à l'Hôtel Bauen, autogéré par les travailleurs. Trois commentateurs (Eduardo Lucita, Ana Esther Cecena, Julio Gambina) et Eric Toussaint ont présenté ce livre devant 80 participants le 25 octobre. Eric T. a donné à cette occasion plusieurs interviews. Il a également été invité à deux grands débats de sociologie à l'université de Buenos Aires.

Les deux CD de chants et musiques du monde " Annulons la dette " (" Drop the Debt ") et " ATTAC ta dette. L'Afrique ne paie pas " ont été diffusés tout au long de 2004 et en particulier, lors du festival Esperanzah !. Les deux CD font référence explicitement à l'action du CADTM : ils recommandent la lecture de l'ouvrage « 50 questions/50 réponses » mentionné plus haut et proposent de consulter notamment le site Internet du CADTM.

Activité B.3.b : Journée internationale du CADTM

Journée internationale « FMI/Banque mondiale : 60 ans, c'est l'âge de la retraite ! »

9 octobre 2004 – Liège (amphithéâtre Europe de l'Université de Liège)

L'ensemble du projet

Il est important de comprendre que la journée internationale du 9 octobre prenait place dans un ensemble plus complexe. Le CADTM avait à cœur de joindre un large public lors de cette activité pour mettre à jour les connaissances sur la situation de l'endettement, sur les politiques en jeu et les résistances existantes mais l'activité s'articulait avec d'autres objectifs. Les invités étrangers ont en effet participé à une période divisée en 5 séquences : la journée internationale (9 octobre), la rencontre internationale des campagnes sur la dette (10 octobre), la réunion du réseau international CADTM (11, 12 et 13 octobre), la participation au Forum Social Européen (14 au 17 octobre) et la participation au 4^{ème} séminaire de droit international sur la dette (17 au 21 octobre).

A partir de cet événement public, d'autres activités se sont donc greffées qui ont permis de multiplier et renforcer les contacts entre les partenaires du réseau, des acteurs sociaux du Tiers Monde et des pays du Nord industrialisé. L'activité de la journée a pris plus d'importance que prévu initialement vu le nombre d'organisations qui ont travaillé à sa réalisation.

Réunions unitaires de préparation

Cinq réunions de préparation ont permis de mettre au point le programme, la méthodologie et l'organisation concrète de cette activité. Elles ont eu lieu au local du CADTM (345, avenue de l'Observatoire à Liège) les 11 mars, 19 avril, 10 mai, 14 juin et 7 septembre 2004. Un grand nombre d'organisations ont suivi cette préparation assurant le pluralisme de la démarche (Attac, Oxfam Solidarité, CNCD, FGTB, CSC, FIAN Belgium, CRACPE, FLL, SSF, Cercle Liégeois du Beau Mur, Coordination « D'autres Mondes », Femmes en Noir, Monde selon les Femmes, Barricade, etc.). Au-delà de ces participations physiques aux réunions, d'autres associations se sont investies pour faire réussir l'activité notamment en réagissant par mail aux propositions, en diffusant le matériel de publicité, en impliquant des membres dans l'activité le jour même. Au total, 35 organisations ont co-organisé l'événement.

L'évaluation de cette démarche unitaire et pluraliste dès le début de la préparation est très positive. Les organisations ne sont pas confrontées à un schéma tout fait à prendre ou à laisser : elles contribuent activement à l'élaboration du schéma.

Une étudiante universitaire a suivi ces réunions et a ainsi, dans le cadre d'un stage, aidé à concrétiser les décisions prises lors de ces réunions. Par exemple, un large travail de contact a été réalisé vers les milieux jeunes ciblés pour cette activité (milieux étudiantins, réseaux organisés, maisons de jeunes, etc.) par son intermédiaire.

La publicité de l'activité a été réalisée à plusieurs niveaux : par l'affichage de 1.000 affiches et la distribution de 10.000 tracts. Notons à ce sujet la possibilité que notre « stagiaire de campagne » a eue de reprendre contact avec les jeunes qui s'étaient bénévolement investis dans la préparation de l'intervention CADTM lors du Festival Esperanzah (juillet-août 2004). Une continuité s'établissait ainsi

pour les jeunes entre un événement festif et un événement de formation, permettant de saisir les différentes facettes d'un travail de sensibilisation.

Autre élément important de diffusion : le rôle actif des organisations partenaires qui ont contacté leurs membres et réseaux par courrier postal, courrier électronique, lien sur leur site web, annonces dans leurs publications.

Enfin, un travail spécifique a été mené vers la presse qui n'a pas donné les résultats escomptés. Un journaliste de la RTBF radio s'est déplacé pour réaliser des interviews lors de la journée. Nous n'avons pas eu d'écho que d'autres journalistes aient fait part de l'activité. C'est en fait le seul point négatif que nous avons à relever lors de ce bilan.

Cohérence alternative

Au niveau des animations, nous avons privilégié des partenariats avec des groupes culturels alternatifs. La journée du 9 octobre était clôturée par un spectacle de théâtre « School of America » dans le cadre du FITA (Festival International de Théâtre Action). Les milliers de tract diffusés invitaient à terminer la journée par ce spectacle joué, qui plus est, dans les locaux d'un de nos partenaires, le Centre Liégeois du Beau Mur.

Au cours de la journée, nous avons mis l'accent sur la culture brésilienne avec le groupe de capoeira « Adaba Capoeira » (rythmes de danse de lutte des esclaves noirs au Brésil) et sur la culture africaine avec les « Tambours du Burundi ».

Ces activités culturelles ont apporté un message très chaleureux aux participants et ont créé une ambiance très conviviale tout au long de la journée.

Au niveau de la restauration, nous avons privilégié un partenariat éthique avec Les Magasins du Monde – Oxfam pour les boissons « commerce équitable », ainsi qu'avec une coopérative de réinsertion professionnelle « Le Pont » pour la nourriture biologique.

La journée proprement dite

Près de 300 personnes ont participé à cette journée internationale de débats consacrée à la dette et aux institutions financières internationales dans le cadre de la mondialisation néolibérale, ainsi qu'aux résistances qui lui sont opposées aux quatre coins de la planète.

ANNEXE 9 : Aperçu du contenu thématique de la journée

c. Action « Sensibilisation des médias »

Activité B.1.c : publication de quatre articles dans la presse écrite ; participation à quatre émissions radio et deux émissions télévisées

Cet objectif a été largement atteint. L'année 2004 a vu augmenter de manière très importante la visibilité du CADTM dans les médias – presse écrite et médias audiovisuels confondus, de la « grande presse » nationale et internationale aux médias associatifs et alternatifs.

Au premier semestre 2004, rien qu'au niveau de la Belgique (RTBF), nous comptons déjà 6 passages à la radio et 3 passages au journal télévisé. Quant à la « grande presse », nous avons pu constater son intérêt croissant pour les analyses du CADTM, et une augmentation notable du nombre et de la fréquence de ses sollicitations (*Le Soir, Le Monde, Libération, L'Humanité...*). La presse et les médias associatifs et alternatifs n'étant, quant à eux, pas en reste. On lira ci-dessous le détail de cette évolution très importante et encourageante pour le CADTM, pour la visibilité de son travail et la diffusion de ses analyses.

Signalons également ici que l'analyse du CADTM mettant en évidence l'injustice des relations Nord-Sud, la fracture entre pays du Nord développés et pays de la Périphérie, dans le contexte du nouveau désordre international (tragiquement illustré par les conséquences de la « guerre préventive » en Irak), a suscité un intérêt certain de la part de la presse et des médias, très perceptible notamment lors des interviews. La pauvreté (issue de la dette, de l'ajustement structurel et de la non-application d'alternatives de développement durable) comme terreau du terrorisme est manifestement une thématique qui entre en résonance avec les sujets traités par les journalistes.

Le tableau de bord de 2004 concernant ce volet des indicateurs d'évaluation a été constitué au fur et à mesure. En voici le détail, réparti en différentes parties :

- presse et médias nationaux
- presse et médias internationaux
- presse et médias associatifs, indépendants, alternatifs
- la campagne CADTM/CNCD et le festival Esperanzah !
- sites Web, revues électroniques et diffusion Internet

Presse et médias nationaux

Nom du média	Journaliste	Thème abordé	Date	Diffusion
Le Soir	Philippe Regnier		30/12/03	125 000 ex
Journal TV RTBF	Michel Hellas	FSM Mumbai	7/01/04	
Journal TV RTBF	Michel Hellas	FSM Mumbai	9/01/04	
Journal Parlé RTBF	André Zalewski	FSM Mumbai	6/01/04	
Journal Parlé RTBF			20/01/04	
Le Soir	Philippe Regnier		20/01/04	125 000ex
Face à l'info RTBF	André Zalewski	Elio di Rupo se dit convaincu par les arguments CADTM	Fin janvier 2004	

Presse et médias internationaux

Nom du média	Journaliste	Thème abordé	Date	Diffusion	Pays
<i>Le Monde</i>	Laurence Caramel	FSM Mumbai	12/01/04	380 592 ex	France
<i>Outlook Magazine</i> (hebdo indien)	Sonia Roy	CADTM au FSM Mumbai	14/01/04	250 000 ex	Inde
TV Carta Mayor (agence presse du Brésil)		CADTM au FSM Mumbai	15/01/04		Brésil
<i>Le Temps</i> (quotidien de Genève)		CADTM au FSM Mumbai	15/01/04	49 000 ex	Suisse
<i>Radio Canada</i>		Dettes odieuses	18/01/04		Canada
Hebdomadaire suédois			18/01/04		Suède
<i>La Tribune</i> (quotidien financier français)		PTE et dette de l'Irak	18/01/04	92 923 ex	France
<i>Politis</i>	Jean-Pierre Beauvais		18/01/04		
<i>Radio Reloj</i>		Interv. d'E.T. à la 6 ^e rencontre des économistes à La Havane	11/02/04	répété	Cuba
<i>Télé Journal</i>			11/02/04		Cuba
<i>Granma</i>			12/02/04	400 000 ex	Cuba
<i>Granma</i>			13/02/04	400 000 ex	Cuba
<i>Granma</i>			18/02/04	400 000 ex	Cuba
<i>Alma Mater</i> (journal de toutes les universités cubaines)					Cuba
<i>Radio France Internationale</i>				40 millions auditeurs	
<i>Libération</i>	Damien Millet et Eric Toussaint	Il faut désendetter le Sud	26/04/04	147 961 ex	France

Suite des articles répertoriés en 2004 (presse internationale)

11 juillet 2004, *La Jornada* (Mexique) : article de Eric Toussaint
22 juillet 2004, *Nueva Gaceta* (Colombie) : interview d'Eric Toussaint par Consuelo Ahumada
23 juillet 2004, *TV Inravisión* (Bogota, Colombie) : interview de 30 minutes d'Eric Toussaint
23 juillet 2004, *TV Caracol* (Bogota, Colombie) : interview d'Eric Toussaint
23 juillet 2004, *La Republica* (Bogota, Colombie) : interview d'Eric Toussaint
13 août 2004, émission de radio à Antananarivo (Madagascar) : dette, PTE, dette odieuse par René Andriamanomana
24 août 2004, *Le Courrier de Genève* (Suisse) : article de Damien Millet et François Mauger « Quand le FMI asphyxiait la reggae-revolution »
9 septembre 2004, *Radio Nacional* (Buenos Aires, Argentine) : interview par Nestor Restivo, journaliste au Clarin, à l'occasion de la sortie du livre « Sortir de l'impasse » en Argentine
9 septembre 2004, *Libération* (France) : interview d'Eric Toussaint
9 septembre 2004, *L'Humanité* (France) : article « Le reggae, le FMI et le nœud coulant de la dette » par Damien Millet et François Mauger
10 septembre 2004, *Libération* (France) : article de Christian Losson sur les ONG et la proposition de Bush
27 septembre 2004, *RFI* (France) : interview de Damien Millet (CADTM France)
27 septembre 2004, *Radio Argentina* : interview d'Eric Toussaint
28 septembre 2004, *RTBF* (Belgique) : interview d'Eric Toussaint par Africa Gordillo
28 septembre au 1^{er} octobre 2004, (Espagne) : interviews pour 2 télévisions (JT de TVE2, Télé Cinco), pour 2 radios (Radio Nationale publique, une autre radio catalane importante), pour le site internet El Mundo.es (le plus visité des sites de journaux), pour 2 quotidiens (*Cinco Dias* – quotidien financier-, *AVUI* – principal quotidien catalan)

29 septembre 2004, 3^e programme de la *Radio suisse romande* (Suisse) : interview d'Eric Toussaint
 29 septembre 2004, radio *BFM* Belgique : interview d'Eric Toussaint
 16 octobre 2004, Dossier Economic de Catalonia (hebdomadaire financier catalan) : interview d'Eric Toussaint par Anna Pinter « Dirigentes corruptes del Tercer Mon han desviat 350 mil milions de dolars dels prestecs als seus comptes »
 19 octobre 2004 : article d'Eric Toussaint « Le soutien de la Banque mondiale et du FMI aux dictatures » sur le site web Tchad-Info
 23 octobre 2004, *Libération* : citation de Damien Millet (CADTM France) dans l'article de Christian Losson « Le chiffre du jour : - 1,9 milliard de dollars, c'est le montant de l'allègement de la dette de Madagascar »
 29 octobre 2004, *Wal Fadjri* (Dakar, Sénégal) : article de Johnson Mbengue « La CNUCED jette un pavé dans la mare des bailleurs de fonds » publié sur le web également (allafrica.com) et repris dans *Courrier International* (France)
 9 novembre 2004, *Le Courrier de Genève* (Suisse) : article de Frédéric Lévêque « Haïti, une lueur d'espoir malgré les tragédies »

En Espagne, une conférence publique de présentation du livre « *50 preguntas / 50 respuestas sobre la deuda, el FMI y el Banco Mundial* » a été réalisée dans deux villes. A Madrid, il y eut 100 participants. A Barcelone, 90 participants. La répercussion médiatique a été très importante : interview pour Radio Espagne en direct, interview pour Radio Catalogne (en direct), séquence de 12 minutes pour le magazine d'actualité de la télévision publique espagnole (diffusé le vendredi soir à 22H00), pour la télévision privée Télé 5 (groupe Berlusconi). A cela il faut ajouter les interviews pour la presse imprimée : quotidien catalan *AVIU*, quotidien national *5 HORAS*. Plus périodique d'Oxfam Espagne, périodique financier toutes boîtes à Barcelone. Interview par une agence de presse Europapress. Interview pour un des deux principaux sites internet liés à un quotidien imprimé : Mundo.es.

Presse et médias associatifs, indépendants, alternatifs

Janvier 2004 : Dans la revue de Solidarité Mondiale article sur PPTE et DSRP d'Arnaud Zacharie
Janvier 2004 : <i>Défis Sud</i> , la revue de SOS Faim, article sur PPTE d'Arnaud Zacharie
4 février 2004, <i>Radio Campus</i> (Belgique) : interview d'Eric Toussaint sur le FSM
Mars/avril 2004 : Magasine <i>Demain le Monde</i> n°82/83, Chronique du néolibéralisme, le Nepad, un ajustement tropicalisé, pp.12/13 de Marie Christine Simonet
Mai 2004 : Magasine <i>Demain le Monde</i> n°84, Quand le Sud aide le Nord, pp. 8/9 de Jean-François Pollet
Juin- juillet 2004, La Gazette du Beau Mur à Liège, article d'Eric Toussaint sur la dette
Juin 2004 : Magasine <i>Demain le Monde</i> n°85, Le migrant et l'argent du migrant, pp. 28/29 de Andres Patuelli
Juin 2004 : <i>Revue Imagine</i> : article sur PPTE d'Arnaud Zacharie
25 juillet 2004, <i>Radio Campus</i> : Emission d'une heure sur la dette et le festival Esperanzah !
28 juillet 2004, <i>Radio Matongué</i> à Ixelles : Emission d'une heure sur la dette et le festival Esperanzah !
du 30 juillet au 2 août 2004, <i>Radio Chango</i> : retransmission en direct du Festival Esperanzah
Septembre 2004, <i>Un pavé dans la mare</i> , « FMI, Bm : 60 ans, c'est l'âge de la retraite » d'Eric Toussaint
Septembre 2004 : Magasine <i>Demain le Monde</i> n°86, Lifting pour un nouveau siècle, pp.14/15 d'Olivier Malvoisin
Septembre 2004 : Cahier pédagogique de l'ONG Solidarité Socialiste « l'éducation un droit qui donne des droits, la santé pour tous » article de Stéphane Desgain : « Dette et Santé : contre-indications et effets secondaires », 2004.
Octobre-novembre 2004, Liège-Attac n° 31 : article d'Eric Toussaint « FMI/Banque mondiale : la fuite en avant ? »
Octobre 2004 : Magasine <i>Demain le Monde</i> , Dossier spécial sur l'Initiative PPTE, p26-35, <i>Genèse et dessous des cartes d'une initiative</i> de Arnaud Zacharie, <i>Allègement en trompe-l'œil au Congo</i> de Arnaud Zacharie, <i>Présence ou participation ?</i> de Christian Roko et Irène Razanamparany, <i>Echec retentissant</i> de Damien Millet, <i>Tout changer pour que rien ne bouge</i> de Stéphane Desgain.
2 octobre 2004, En Marche (Bruxelles) : « "L'ardoise" annule la dette »
16 octobre 2004, En Marche (Bruxelles) : « Soigner ou rembourser la dette »

16 octobre 2004, En Marche (Bruxelles) : « L'ardoise annule la dette »

13 novembre 2004, Défis Sud : « Rembourse et je te financerais »

La campagne « Abolir la dette pour libérer le développement » du CADTM/CNCD et le festival Esperanzah

Soulignons ici l'impact médiatique important de la campagne menée en partenariat avec le CNCD, « Abolir la dette pour libérer le développement », et tout particulièrement l'écho donné par la presse et les médias en Belgique au Festival Esperanzah !, co-organisé par le CADTM et le CNCD et placé sous le thème central de l'annulation de la dette.

Ainsi les responsables presse de l'équipe du Festival Esperanzah ! ont-ils recensé 107 pages recto/verso d'articles et de commentaires : Passe Partout, Radio Contact, Vers l'Avenir (pages nationales), la Meuse, Vers l'avenir (édition Basse Sambre), Le Vif/L'Express, La Libre Belgique, La Dernière Heure (édition Namur, Luxembourg), Télé Moustique, Le Soir (pages nationales), Sudpresse, site web Lalibre.be, Belga, Le rappel, la Nouvelle Gazette, DH Net, La Quotidien de Namur, Le Soir - Tenues d'été, Le Soir - Routes du soir, Metro en français, Grenz Echo, The Bulletin, De Standaard (pages nationales), La Libre Belgique – La libre Culture, Le Soir Magazine, Le Soir – Mad, The Ticket (Neerlandais), The Ticket (français), Mosquito, Plein champ, Net Events, La Gazette Nord – Pas de Calais, Confluent, Politis, 6 minutes Music Festivals (néerlandais), De Huisarts, Le Généraliste, Vers l'Avenir (édition Brabant wallon), Viafobel Infos, Rif Raf, Le Journal du Mardi, Das Belgien Magazin, Grande (français et neerlandais), Gaël, Votre Beauté, Pepper Plug, Netcetera, Kiosque, Voyages, Voyages, Femmes d'Aujourd'hui, Plan-Langues, E5magazine, Les Suds à Arles, Jeunes en Mouvement, Crédialogue, les Autres Voix de la Planète, SpécialFestivals, Accroches, Imagine, Globo, Het Belang van Limburg, Het Volk (pages nationales), CBAI, Axelle 70...

La plupart des journaux repris ci-dessus ont consacré plusieurs parutions (en moyenne de 3 à 4 publications) au festival et à sa thématique (annonce, état des lieux, bilan final...).

La RTBF, quant à elle, a fait écho au festival Esperanzah ! à de multiples reprises, notamment dans l'émission bien connue « Le monde est un village ». Elle a en outre fait la promotion du festival par le biais de nombreux « spots » annonçant l'événement et son programme.

En comptabilisant le tirage de ces journaux et l'audience des émissions de radio, ainsi que les visites des sites Internet d'Esperanzah !, du CADTM et du CNCD (notamment), on atteint déjà pratiquement plus de 2 millions de personnes. Sans compter l'effet (dé)multiplicateur « du bouche à oreille »...

Sites Web, revues électroniques et diffusion Internet

Last but not least, pointons également l'importance actuelle sites Internet, des revues électroniques, des journaux en ligne, etc., qui ont fait mention de manière régulière de notre travail et de nos activités, aux quatre coins du monde, accentuant de manière exponentielle notre visibilité.. Citons en vrac : rezo.net, www.alencontre.org, www.inprecor.org, www.elcorreo.org.eu, www.lecourrier.ch, www.local.attac.org, www.alternatives.ca/, www.lemonde.fr, www.zmag.org, www.monde-diplomatique.fr, www.rebellion.org, www.espacioalternativo.org, www.risal.collectifs.net, www.wikipedia.org, www.lagauche.com, www.liberationafrique.org, www.politis.fr, etc.

Pointons également l'importance actuelle des revues électroniques qui ont fait mention de manière régulière de la situation de notre activité : rezo.net, www.alencontre.org, www.inprecor.org, www.elcorreo.org.eu, www.lecourrier.ch, www.local.attac.org, www.alternatives.ca/, www.lemonde.fr, www.zmag.org, www.monde-diplomatique.fr, www.rebellion.org, www.espacioalternativo.org, www.risal.collectifs.net, www.wikipedia.org, www.lagauche.com, www.liberationafrique.org, etc.

Les moteurs de recherche ont également noté une augmentation de la présence du CADTM sur la toile comme en témoignent les chiffres suivants :

Terme(s) de recherche : « CADTM »		
Moteurs de recherche	Références en juin 2003	Références en juin 2004
www.google.fr	5.590	13.300
www.altavista.com	1.999	6.575

www.yahoo.com	5.570	14.800
--------------------------------------------------	-------	--------

Terme(s) de recherche : « Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde »		
Moteurs de recherche	Références en juin 2003	Références en juin 2004
www.google.fr	1.680	3.210
www.altavista.com	-	1.385
www.yahoo.com	-	1.650

Terme(s) de recherche : « Eric Toussaint »		
Moteurs de recherche	Références en juin 2003	Références en juin 2004
www.google.fr	3.630	7.070
www.altavista.com	3.610	4.503
www.yahoo.com	-	12.700

Terme(s) de recherche : « comité por la anulaci3n de la deuda del tercer mundo »		
Moteurs de recherche	Références en juin 2003	Références en juin 2004
www.google.fr	-	324
www.altavista.com	-	170
www.yahoo.com	-	220

Terme(s) de recherche : « committee for the abolition of the third world debt »		
Moteurs de recherche	Références en juin 2003	Références en juin 2004
www.google.fr	-	35
www.altavista.com	-	13
www.yahoo.com	-	21

Terme(s) de recherche : « committee for the cancellation of the third world debt »		
Moteurs de recherche	Références en juin 2003	Références en juin 2004
www.google.fr	-	166
www.altavista.com	-	38
www.yahoo.com	-	164

En guise de conclusion

Au regard de ce qui précède, il est aisé de prendre la mesure de l'augmentation très importante de l'écho donné par la presse et les médias belges et internationaux à l'activité du CADTM, tout au long de l'année 2004 et de manière croissante. Et, par là même, de l'augmentation correspondante de la sensibilisation du grand public sur les questions de la dette du Tiers Monde, de sa nécessaire annulation et de ses enjeux politiques. Ainsi, *a fortiori*, que de la pression accrue de la sorte sur le monde politique, très sensible, comme on le sait, au traitement de l'information dans les médias.

d. Action « Interpellations politiques »

Activité B.1.d : entrevues avec le ministère des Finances, les représentants belges au FMI et à la Banque mondiale ; échanges avec parlementaires belges et européens

Dans le cadre des interpellations politiques de la Banque mondiale et du FMI, une rencontre avait eu lieu en novembre 2003 au Cabinet des Finances entre Monsieur Kieckens (représentant de la Belgique au FMI), le CADTM et plusieurs composantes du mouvement altermondialiste. Il en a été de même le 13 mai 2004 avec Monsieur Alzetta (administrateur de la Belgique à la BM) dans le cadre de l'assemblée de printemps du FMI et de la BM. La rencontre s'est passée avec des partenaires : CNCI, CADTM, la Ligue des droits de l'Homme, Amnesty.

Le CADTM-Belgique (Eric Toussaint) a mené un débat contradictoire public le 9 mars 2004 à Genève avec Joseph Ingram, le représentant permanent de la BM auprès de l'ONU et de l'OMC.

Une seconde interpellation de la Banque mondiale a été réalisée par le CADTM le 10 mai 2004 au Palais d'Egmont à Bruxelles. Cette interpellation se trouve en audiovisuel sur le site de la Banque mondiale.

Au niveau belge, en janvier 2004, pendant le FSM de Mumbai, Elio Di Rupo, président du PS, a déclaré à la RTBF (Face à l'info) qu'il était d'accord avec l'analyse développée par le CADTM dans 50 Questions/50 Réponses.

Jean-Claude Vancauwenberghe (PS), lors du colloque de l'enseignement secondaire organisé par RESOJ (400 jeunes à Couillet), interpellé sur les rapports Nord/Sud, a déclaré que l'annulation de la dette est un passage obligé pour le développement, que la dette est la plupart du temps « odieuse » et qu'elle est une conséquence du système néo-libéral.

Impact des interpellations politiques

Nous pouvons enregistrer des impacts politiques très nets en 2004 concernant les questions traitées par le CADTM. Il est certain que des impacts larges sont également le fait de pressions exercées par d'autres acteurs sociaux.

Néanmoins, nous désirons ici souligner que le CADTM a réalisé des actions concrètes et directes dans le cadre de cette action et que donc, certains impacts relèvent très précisément de l'activité du CADTM.

Voici ce que nous pouvons mettre à notre actif en tenant compte des mesures d'impact qui sont énoncées plus bas :

- Des gouvernements du Sud commencent à s'organiser entre eux pour traiter de la question de la dette.
- Des députés du Sud se saisissent de nos analyses pour organiser des débats parlementaires et interpellent le pouvoir exécutif (gouvernement) suite aux contacts directs avec des membres du réseau CADTM.
- Des mandataires politiques en Belgique intègrent des parties de nos analyses dans leurs discours et déclarations (certains font mention expressément du travail du CADTM).
- Des mandataires politiques du Sud tiennent compte des analyses du CADTM, posent des questions, demandent nos analyses.
- Des personnalités influentes (écrivains, politologues) intègrent les analyses du CADTM et les répercutent dans leurs pays respectifs.
- Le CADTM est de plus en plus sollicité pour des débats publics avec des mandataires politiques du Sud.
- Le CADTM est de plus en plus sollicité pour des débats publics avec des représentants des Institutions financières internationales.
- Le CADTM fait partie de délégations auprès d'instances décisionnelles comme le Club de Paris et son message renforce l'interpellation de la délégation.
- L'Union européenne est interpellée par les mouvements sociaux dont le CADTM sur des questions fondamentales comme les accord de Cotonou, la directive Bolkestein, etc. Elle est obligée de tenir compte de cette irruption dans son agenda.

Mesures d'impact

Fin janvier 2004, pendant le FSM de Mumbai, Elio di Rupo, président du PS, interviewé par André Zalevski dans Face à l'info, dit avoir lu le livre « 50q/50r » et se déclare convaincu par l'argumentation.

28 Février 2004 : Positions sur la dette extérieure de Nestor Kirchner, Lula et Hugo Chavez au sommet du G15 à Caracas : « Samedi 28 février 2004, 7h45 La dette des pays en développement domine le sommet du G15 CARACAS (AFP) - La question de la dette extérieure des pays en développement a occupé vendredi à Caracas la première journée du 12^e sommet du Groupe des 15 (G15), qui réunit 19 pays en développement d'Amérique, d'Asie et d'Afrique, avec un soutien appuyé à l'Argentine dans ses négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) ».

17 mars 2004, *Le Monde* (France) : « Le Brésil et l'Argentine font cause commune face au FMI » par Babette Stern « Les deux présidents souhaitent surtout que le Fonds repense la manière dont il calcule l'excédent budgétaire et ne comptabilise pas les investissements publics productifs dans les dépenses afin que ces investissements soient exclus des ajustements économiques. L'idée est de maintenir un niveau de remboursement de la dette extérieure compatible avec la capacité financière d'un pays ».

22 mars 2004, Iraq : le N° 2 de la Banque centrale iraquienne, M. Ahmad, remercie pour les textes d'Eric Toussaint sur la dette odieuse de l'Iraq et transmet le dossier au gouverneur « *Thank you for your letter and its attachment. I agree most of the reasoning stated in the paper (the odious Iraqi Debt), I forward it to the Governor and to my colleagues who are in charge of the debt management* ».

30 mars 2004, France : le sénateur belge Jean Cornil déclare qu'il est membre du CADTM au cours d'une émission à une radio alternative.

8 Avril 2004, *Vers Demain*. Pour le triomphe de l'Immaculée (journal des patriotes catholiques) : article de Monseigneur Diarmuid Martin, sous secrétaire de la Commission Pontificale Justice et Paix à Rome, pour l'abolition de la dette comme acte de justice.

12 avril 2004 : Félicitations de James Petras pour l'article « Rwanda : les financiers du génocide » d'Eric Toussaint

13 avril 2004, interpellation du président de la république du Venezuela, Hugo Chavez, par Eric Toussaint et Rafael Alegria (dirigeant de Via Campesina), retransmise en direct à la télévision nationale

17 avril 2004 : Interpellation de la Banque Mondiale, de Mrs Godts, Rynders et Verwilghen par le communiqué dans le cadre du 60^{ème} anniversaire de la Banque mondiale et de la journée internationale des luttes paysannes

10 mai 2004, interpellation de la Banque mondiale et du gouvernement belge lors de la conférence annuelle de la Banque sur le développement économique, Palais d'Egmont, Bruxelles : Eric Toussaint a débattu avec Uri Dadush, directeur du groupe Projets de développement de la Banque mondiale. L'intervention peut être écoutée sur le site web de la Banque mondiale
<http://wbln0018.worldbank.org/EURVP/EURVPwebTV.nsf/0/4c38c445dd9d1995c1256e940051aa25?OpenDocument>

4 juin 2004, interpellation de l'Union européenne : signature de l'Appel « Arrêtez les accords de libre-échange ACP-UE » en vue de la rencontre des chefs d'Etat ACP à Maputo (Mozambique), du 21 au 24 juin 2004

5 juin 2004, interpellation de l'Union européenne sur la directive « Bolkestein » : manifestation à Bruxelles.

2 juillet 2004, ministère des Affaires Etrangères (Argentine) : demande d'information sur les activités de la campagne par Maria Macarena Llaurado

6 juillet 2004, Congrès national (Argentine) : le député national Mario Cafiero convoque une conférence sur la dette extérieure argentine

6 juillet 2004, Luis Zamora, député national (Argentine) dépose un projet de loi sur une consultation populaire à propos de la légitimité de la dette extérieure argentine

2 août 2004 : Suite au séminaire sur la dette organisé à Kinshasa en avril 2004, le parlement crée une commission de spoliation du patrimoine de l'Etat dont le président a appelé Victor Nzuzi (membre du NAD RDC CADTM) le 30 juillet pour statuer sur la contribution que le NAD peut apporter à cette commission; rendez vous a été pris le lundi 2 août 2004 au Palais du peuple.

27 septembre 2004 : le réseau CADTM international et d'autres organisations sont reçus par le Club de Paris.

26 octobre 2004 : le CADTM Belgique (Eric Toussaint) a trois réunions séparées avec trois députés argentins membres de trois partis politiques différents qui ont ensemble déposé un projet de loi qui décrète le caractère odieux de la dette argentine contractée entre mars 1976 et mars 1983 période pendant laquelle une junte militaire a pris de force et exercé le pouvoir, sous la forme d'un régime criminel coupable de crimes contre l'humanité.. Il s'agit des députés Luis Zamora, Mario Cafiero et Claudio Lozano.

Les positions des partis politiques belges

En automne 2004, nous avons été en mesure de dresser le panorama des positions des partis politiques belges sur la question de la dette (information que l'on peut trouver sur les sites Internet) suite à diverses rencontres d'interpellation politique qui ont eu lieu à la rentrée parlementaire d'automne 2004. Ces rencontres ont concerné le CDH et Ecolo.

Résultat : Des prises de décisions politiques de la part des mandataires (questions parlementaires, etc.) en matière de PAS, de dette, d'alternatives et du rôle des acteurs du Sud dans la problématique se dessinent.

Aujourd'hui, les centres de décision internationaux se sentent observés et plus guère de partis politiques ou de grands médias n'omettent la problématique de la mondialisation dans leurs analyses. A ce niveau, il faut constater un avancement de plus en plus marqué, compte tenu des synergies, tant aux niveaux national qu'international, au sein des mouvements sociaux, réunissant citoyens et associations prônant une autre mondialisation. La campagne « Abolir la dette pour libérer le développement » au niveau belge et européen y a contribué de manière active. Au niveau international, la participation et la co-organisation des Forums Sociaux et de nombreuses mobilisations internationales, y ont contribué également en mettant le respect des droits humains, sociaux, politiques et culturels, au centre des revendications politiques.

ANNEXE 10 et 10 bis : détail des rencontres avec le CDH et Ecolo ; prises de position des partis sur la dette

C. OFFRE DE SERVICE

a. Action « Appui méthodologique aux responsables et formateurs des mouvements sociaux belges et internationaux »

Seule l'activité 3 concernant l'atelier sur la dette du monde arabe n'a pas été réalisée. Elle a été postposée à juin 2005 dans la foulée du Forum Social Méditerranéen qui a eu lieu à Barcelone.

Activité C.1.a : Suivi de l'atelier régional d'Afrique de l'Ouest sur les DSRP

Le suivi de cette activité a été continué lors du sommet des Peuples de Kita (Mali) en juin 2004 ainsi que lors des différentes réunions du réseau au cours de 2004. Le site web CADTM répercute les travaux de l'atelier.

Un résumé des résultats de l'atelier a été utilisé dans la revue « Les Autres Voix de la Planète » au 3^e trimestre 2004. C'est essentiellement dans un livre du CADTM à paraître au 2^e trimestre 2005 que les conclusions du séminaire seront mises en valeur. Ce livre « *L'Afrique sans dette* » renforcera l'activité du réseau « Afrique » et du réseau international CADTM d'une part et apportera des informations aux partenaires du Nord, d'autre part.

Le réseau ad hoc mis en place autour de l'atelier de l'Afrique de l'Ouest apporte aussi des contributions à l'Observatoire international de la dette. Ce réseau est maintenant officialisé et s'appelle ROAD (Réseau Ouest Africain des Alternatives pour le Développement). Il sera représenté en tant que tel au Conseil international du Forum Social Mondial suite à notre appui.

Activité C.2.a : apport CADTM à l'atelier Afrique centrale sur les DSRP

Séminaire sur la Dette de la République démocratique du Congo – Kinshasa, du 21 au 23 avril 2004

Sachant que le CNCD prenait en charge un atelier du même type pour l'Afrique centrale, nous avons seulement spécifié un appui du CADTM à cette activité au plan 2004. En fait, c'est le réseau CADTM (RDC, France et Belgique) qui a tout organisé. Notre apport a donc été crucial pour la réussite de l'activité qui s'est tenue à Kinshasa les 21, 22 et 23 avril 2004. Trois délégués du CADTM Belgique (groupe droit, sous-groupe dette RDC) et deux délégués du CADTM France ont participé aux travaux. Comptes-rendus dans AVP n° 23 et 24 et sur le site du CADTM. Renforcement de l'équipe de cadres du NAD-CADTM RDC et du travail universitaire (professeurs et étudiants) avec NAD UNIKIN.

Détail. Une équipe de militants congolais, regroupée autour de Victor Nzuzi dans le NAD-CADTM (Nouvelles Alternatives pour le Développement) et avec l'appui technique du Conseil National des ONG du Congo, a réussi l'exploit de mettre sur pied un remarquable *Séminaire international sur la dette de la RDC*. Exploit car les conditions matérielles et financières de son organisation tranchent vivement avec celles de tous les séminaires officiels où les participants accourent pour empocher de généreux remboursements de frais.

De nombreux (environ 80 personnes) acteurs sociaux congolais (associations, syndicats, université, églises, ONG de développement et ONG de droits de l'Homme, Commission éthique et lutte contre la corruption, Commission Vérité et réconciliation, quelques délégués de l'Assemblée Nationale, etc., une trentaine de structures en tout) sont parvenus à dresser un constat commun du caractère odieux de la dette extérieure de la RDC. Profitant de l'analyse d'institutions officielles comme la Cour des Comptes, l'OGEDep (Office de Gestion de la Dette Publique), l'OBMA (Office des Biens Mal Acquis) ou la SNEL (Société Nationale d'Electricité, qui gère le barrage d'Inga), ils ont pu étayer leur dossier.

Renforcés par l'expertise de militants venant de Belgique, de France, de Norvège, du Royaume Uni, du Zimbabwe, du Congo Brazzaville et d'Afrique du Sud qui ont présenté leurs actions respectives sur la dette (dont celles du CADTM), ils ont pu ébaucher des stratégies pertinentes, comme par exemple la réalisation d'un audit complet de la dette afin d'en déterminer la part odieuse et d'obtenir son annulation.

Cette démarche a marqué des points : l'impact médiatique a été très fort puisque, fait rarissime pour un séminaire où le budget média est aussi réduit, neuf télévisions locales se sont déplacées, tout comme des radios (RFI, Africa N°1, Okapi, la radio de l'ONU, etc.) et plusieurs journaux congolais.

Sur la lancée de ce séminaire, des conférences sur la dette et les institutions internationales financières et commerciales, à l'Université de Kinshasa, ont connu une affluence importante, notamment l'une se déroulant un jour férié pour l'Université, prouvant l'intérêt des étudiants pour ces sujets si centraux pour l'avenir de leur pays.

Le dossier comportait également de fiches techniques sur le CNONGD, le CIAM, le NAD-GRAPR, le SNEL, le MINISTERE DU PLAN, l'O.B.M.A., l'O.G.E.D.E.P., l'ONG des Droits de l'Homme, le MINISTERE DE LA JUSTICE, la COUR DES COMPTES.

Le dossier reprenait enfin une série de textes parmi lesquels les Instruments Internationaux garantissant les droits de l'homme, économiques, sociaux, culturels et du développement comme la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 (adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 217 A (III) du 10 décembre 1948), la Déclaration sur le Droit au Développement (adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/128 du 4 décembre 1986), le Pacte International Relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels (adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966 - Entrée en vigueur: le 3 janvier 1976, conformément aux dispositions de l'article 27), la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples du 28 juin 1981.

D'autres extraits rappelaient les objectifs assignés au Fonds Monétaire International, à la Banque mondiale et les opposaient à la doctrine néo-libérale appliquée par les IFI (FMI, BM) et l'OMC (AGCS), doctrine organisée notamment par le consensus de Washington et la philosophie des DSRP/PPTTE, pilotés par le FMI et la BM.

ANNEXE 11 : programme de l'atelier

Activité C.3.a : Atelier sur la dette du monde arabe

Les contacts se sont poursuivis tout au long de l'année 2004 avec les organisations de pays arabes qui sont chargées d'organiser l'Atelier sur la dette du monde arabe mais elles ont pris du retard. L'atelier a été postposé à 2005 : il coïncidera avec le Forum social méditerranéen en juin 2005.

Activité C.4.a : atelier régional « Colombie-Venezuela-Equateur »

L'atelier régional « Colombie-Venezuela-Equateur » a eu lieu en juillet 2004 lors du Forum social des Amériques (FSA) à Quito, en Equateur.

L'atelier a été préparé par trois réunions qui ont en fait déjà constitué des phases de travail de cet atelier : 1) le 15 avril 2004 à Caracas avec le CADTM Belgique, la Red Venezolana contra la Deuda Venezuela et l'Union nationale des employés de banque de Colombie ; 2) juin 2004 à Caracas ; et 4) juillet 2004 à Bogota avant le FSA.

A l'occasion de la phase de préparation de l'atelier en juillet 2004, à Bogota, deux représentants (Frédéric Lévêque et Eric Toussaint) du CADTM Belgique se sont rendus en Colombie. Cette visite permit, outre l'organisation d'une grande conférence à laquelle participèrent quelques 300 représentants de mouvements sociaux, la tenue d'une réunion rassemblant une série d'associations qui avaient pour point commun la volonté de développer un travail sur la dette. Le résultat a vu le jour en mai 2005 avec le lancement de la campagne nationale « *En Deuda con Los Derechos* » (littéralement « *En dette avec les droits* ») à l'initiative du Censat Agua Viva (les Amis de la Terre en Colombie), de l'ATI (Asociacion de trabajo interdisciplinario), de l'ILSA (Instituto latinoamericano de servicios legales alternativos), de l'UNEB (Union Nacional de Empleados Bancarios), de l'ANTHOC (Asociacion nacional de Trabajadores Hospitalarios de Colombia), du CESDE (Centro de estudios escuela para el Desarrollo), de la Gran Coalición democratica, de la CUT (Central Unitaria de Trabajadores), et de la Plataforma de Derechos Economicos, Sociales y Culturales. Cette campagne a pour objectif de mener une réflexion politique sur le thème de la dette publique et ses conséquences régressives pour les droits sociaux. Pour ce faire, un des objectifs des organisations qui composent

cette plate-forme est de former et sensibiliser les leaders et cadres d'organisations sociales pour que le mouvement social s'approprie la problématique de la dette publique.

Suite à l'atelier au Forum social des Amériques, deux réunions eurent lieu entre le CADTM Belgique et des représentants de l'organisation *Convergencia democratica por una nueva sociedad* – CD afin d'approfondir la collaboration, notamment dans de l'élaboration d'une campagne sur la dette extérieure de l'Equateur : « Constitution de la Red nacional por la anulacion de la deuda externa y contra el TLC ».

En août 2004, le même délégué du CADTM Belgique (Frédéric Lévêque) a poursuivi pendant quinze jours le travail d'appui au réseau vénézuélien à Caracas. Notre partenaire local, la Red Venezuolana contra la Deuda, s'est impliqué activement en décembre 2004 dans les préparatifs du 5e Forum social mondial qui a eu lieu à Porto Alegre (Brésil) du 26 au 31 janvier 2005 et participera à la préparation du 6^e FSM qui se tiendra fin janvier 2006 à Caracas.

NON PREVU au PA 2004

Le CADTM a été invité par la Plate-forme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement alternatif (PAPDA) et une coordination réunissant des représentants de mouvements sociaux de 8 entités de la Caraïbe (République dominicaine, Puerto Rico, Sainte Lucie, Trinité et Tobago, Curacao, Martinique, Haïti). Le CADTM a pris en charge le volet "dette" de la Troisième Assemblée des Peuples de la Caraïbe et du premier Forum social caribéen qui a eu lieu à Port au Prince du 19 au 24 août 2003. Le travail d'appui à la plate forme a été poursuivi par le CADTM France à la Martinique en mai 2004.

Remarque générale

Le réseau scientifique intervient dans ces activités et se renforce¹. Le réseau fonctionne régulièrement via Internet et permet de garantir la rigueur scientifique des expertises réalisées par le CADTM. Le réseau CADTM belge et international se renforce également. La mise en place de l'Observatoire international de la dette progresse. Le réseau scientifique contribue à la mise en place de l'Observatoire international de la dette (voir Etat d'avancement du PA 2005 dans PA 2006).

¹ Liste actualisée des membres du réseau scientifique (61 membres répartis sur 5 continents) : Belgique (11 membres) : Hugo Ruiz Diaz Balbuena (UCL), Corinne Gobin (ULB), Pierre Galand (ULB), Denis Horman (chercheur GRESEA), François Houtart (prof émérite UCL), Riccardo Petrella (UCL), Francine Mestrum (collaboratrice ULB et RUG Gent), Eric Toussaint (Université Liège), Arnaud Zacharie (Université Liège), Sébastien Dibling (Ecole de Commerce Solvay), Olivier Bonfond (économiste)

France (12) : Michel Husson (Administrateur IRES), Pierre Cours-Saliès (Université Paris 8), Gilbert Achcar (Université Paris 8), Janette Habel (Université Marne La Vallée), Monique Chemillier-Gendreau (Université Paris 7), Susan George (écrivain, vice-présidente ATTAC France), Catherine Samary (Université Paris Dauphine), Jean-Marie Harribey (Université Montesquieu de Bordeaux), Roland Pfefferkorn (Université Marc Bloch de Strasbourg), Nuri Albala (avocat au barreau de Paris), Eric Berr (Université Bordeaux IV), Jacques Bournay (INSEE), Damien Millet (Lycée d'Orléans)

Allemagne (1) : Michaël Schmitt (juriste)

Suisse (1) : Jean Ziegler (Université de Genève, Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'Alimentation ; prof émérite Université de Genève)

Espagne (2) : Jaime Pastor (Université d'Enseignement à Distance, Madrid), Adolfo Rodriguez Gil (Université Carlos III, Madrid)

Afrique (10) : Boubakar Diop (Sénégal, université de Dakar), Jean Peut Etre M'Pelé (Congo Brazzaville, inspecteur en philosophie), Fathi Chamki (Tunisie, université de Tunis), Issiaka Tembiné (Mali, université de Bamako), Sékou Diarra (Mali, Ingénieur vétérinaire), Binta Sarr (Sénégal, présidente APROFES, vice-présidente CONGAD), Mercia Andrews (Afrique du Sud, présidente Sangoco), Abdoulaye Sené (Sénégal, Secrétaire général adjoint UNSAS), Brian Ashley (Afrique du Sud, responsable de Alternative Information and Development Center), Amadou Diarra (prof de droit, Université de Bamako).

Amérique du Nord (2) : Susan Caldwell (Canada, co-directrice IIRF d'Amsterdam), James Cockroft (Etats-Unis, Université New York).

Asie-Pacifique (3) : Shalmali Guttal (Inde, Focus on the Global South), Ajit Muricken (Inde, président de VIKAS), Nicola Bullard (Australie-Thaïlande, Focus on the Global South)

Amérique latine (14) : Joao Machado (Brésil, université PUC de Sao Paulo), Julio Gambina (Argentine, université de Buenos Aires), Carlos Marichal (Colegio de Mexico), Gregorio Vidal (Université Autonome Métropolitaine), John Saxe-Fernandez (UNAM), Miriam Nobre (Brésil, ong SOF), Sandra Quintela (Brésil, ong PACS), Daniel Liberos (Colombie, Université de Bogota et UNEB), Alberto Acosta (Equateur, universités de Guayaquil et de Cuenca), Adolfo Acevedo Vogl (Nicaragua, Université Centroaméricaine), Raul Pont (Brésil, université de Rio Grande do Sul, ex-maire de Porto Alegre), Alejandro Teitelbaum (juriste, Association Américaine des Juristes), Jorge Marchini (Université de Buenos Aires), Claudio Katz (Université de Buenos Aires).

Caraïbe (3) : Carlos Alzugaray (Cuba, Institut des Relations Internationales), Fernando Martinez Heredia (Cuba, Centre Martin Luther King), Camille Chalmers (Haïti, Université de Port au Prince).

Russie (2) : Alexandre Bouzgaline (Université de Moscou), Andrej Kolganov (Université de Moscou)

b. Action « Formation de responsables d'organisations (niveaux belge et international) »

En 2004, le CADTM a suivi le programme prévu et réalise l'action de formation vers son réseau, vers les ONG et mouvements sociaux du Nord et du Sud.

Activité C.1.b : Formation de cadres d'organisations partenaires dans le Sud

Des formations ont été réalisées dans le cadre du Forum social mondial de janvier 2004, du Forum social des Amériques (Quito, juillet 2004) et du Forum social européen de Londres (octobre 2004).

En 2004, nous avons réalisé plusieurs formations et/ou réunions de conseil pour les parlementaires et membres de gouvernements de plusieurs pays d'Amérique latine : 1) Venezuela – participation en juin 2004 d'Eric Toussaint au 3e sommet continental sur la dette sociale organisé par le parlement vénézuélien et le parlement latino-américain ; 2) Argentine – réunion d'Eric Toussaint avec trois parlementaires (Luis Zamora, Mario Cafiero et Claudio Lozano) le 26 octobre 2004 ; 3) Brésil - fin novembre 2004 à Brasilia – réunion d'Eric Toussaint avec la sénatrice Heloisa Helena et avec les députés Sergio Miranda et Walther Pinheiro.

Afrique

La formation de plus d'une centaine (128) de cadres au niveau africain s'est réalisée par le biais de trois formations vers des parlementaires, des journalistes et des étudiants universitaires qui ont été réalisées au Mali en avril 2004. C'est Hugo Ruiz du CADTM Belgique qui a été chargé de la formation. Une formation des cadres du FNDP a été réalisée en Côte d'Ivoire en février 2004 (45 participants). Sébastien Dibling (CADTM Belgique) est intervenu comme formateur pour ce séminaire de formation. Une formation de cadres d'ONG, de cadres institutionnels, de professeurs et d'étudiants universitaires a été réalisée à Kinshasa en avril 2004 (23 participants).

Monde arabe

L'atelier n'a pas eu lieu en 2004 mais bien en 2005 (voir bilan de l'année prochaine)

Atelier régional « Colombie-Equateur- Venezuela »

Eric Toussaint a été responsable d'une formation de 25 cadres de l'Union nationale des employés de Banques (UNEB) le 22 juillet 2004 à Bogota. Le 27 juillet, à Quito, il a donné une formation à 12 cadres équatoriens du mouvement altermondialiste qui ont décidé de mettre en place le PROYECTO "CONSTITUCIÓN DE LA RED NACIONAL POR LA ANULACIÓN DE LA DEUDA EXTERNA Y CONTRA EL TLC". Au Venezuela, le 6 décembre 2004, il a donné une formation de cadres à une douzaine de responsables syndicaux à Valencia (Etat de Carabobo) qui sont actifs avec la Red Venezolana contra la deuda, membre du réseau CADTM international.

ANNEXES 12 et 12 bis : Formation au Mali et en Côte d'Ivoire

Activité C.2.b : formations de cadres en Belgique et en Europe

- Les formations de cadres de différents mouvements sociaux en Belgique, en France et en Suisse ont eu lieu dans le contexte de la campagne "Abolir la dette pour libérer le développement" (Attac, Survie, Agir Ici, CRID, CETIM, CNCD).

- Une formation résidentielle a été organisée pour des étudiants universitaires ainsi que des cadres d'ONG et de mouvements sociaux en Belgique et en France les 26 et 27 juin 2004 à Liège : « Le Développement, pour quoi faire ? Existe-t-il un droit au développement ? » (74 inscrits)

- Collaboration régulière du CADTM avec la CTB pour assurer la formation des stagiaires des formations organisées par celle-ci. Un nouveau module de formation donné par le CADTM a été inscrit à la CTB : « Dette et mondialisation : les Alternatives ». En 2004, le CADTM a formé dans ce cadre 372 participants (8 séances avec chaque fois 44 participants).

Une formation pour nos partenaires européens a été réalisée dans le cadre du Forum social européen de Londres (octobre 2004).

Activité C.3.b : formation de 15 cadres internationaux au Séminaire international de formation d'Amsterdam

Le séminaire annuel Global Justice a eu lieu comme prévu à l'International Institute for Research and Education (IIRE) d'Amsterdam en octobre 2004 avec la participation de Solange Koné (Côte d'Ivoire), Charles Abrahams (Afrique du Sud), Patricio Pazmino (Equateur), Alonso Zhingre (Equateur), Victor Nzuzi (RDCongo) et Sekou Diarra (Mali).

c. Action « Etudes, recherches et publications »

Activité C.1.c : Publication atelier « Afrique de l'ouest »

Les résultats des ateliers du continent africain ont fait l'objet d'un dossier spécial de la revue « Les Autres Voix de la Planète » en septembre 2004 (3^{ème} trimestre).

Activité C.2.c : Publication « Dette et droit international »

Les textes issus des séminaires de droit international sont sur le site web. La publication à ce sujet a été réalisée au 4^e trimestre 2004. Il s'agit d'un livre et non d'un numéro double de la revue « Les Autres Voix de la Planète » comme prévu initialement. La réalisation de ce document s'est accompagnée d'un travail de recherche permanent. « *Le droit international, un instrument de lutte ? Pour une justice au service des peuples* » (tirage : 3..000 exemplaires ; format : 12 X 17, 176 pages). Ont collaboré à la réalisation de ce livre en tant que coauteurs : Charles Abrahams, Alberto Acosta, Sébastien Dibling, María Ferretti, Guillermo García, Claude Quémar, Virginie de Romanet, Hugo Ruíz Diaz, Alejandro Teitelbaum, Oscar Ugarteche, Christine Vanden Daelen.

Court, d'une écriture pédagogique et brossant un tableau historique en partant de la fin du XIX et géographique en mettant avant des cas concrets sur chacun des continents du Tiers Monde, ce livre est une approche extrêmement utile pour se rendre compte des apports du droit à la lutte pour la transformation sociale. Envoyé à tous les abonnés ainsi qu'aux membres et partenaires du réseau, il a reçu un écho très positif surtout de la part de nos partenaires africains qui sont très intéressés de découvrir les avancées qui ont été permises par le droit international dans le cadre d'un rapport de force favorable et comment le droit pourrait être à nouveau mis en avant comme appui aux luttes de terrain et internationales. Il est certain qu'une traduction espagnole et anglaise pourra permettre à nos partenaires hispanophones et francophones de renvoyer le même écho.

En outre, la 3^e édition en français de « *La Bourse ou la Vie* » (dans une version entièrement revue, actualisée et augmentée) est parue sous le titre « La finance contre les peuples ». Sa diffusion a été encourageante tout au long de l'année 2004est en cours.

d. Action « Préparation des interpellations politiques »

Activité C.1.d : Réunions de préparation de l'interpellation politique

La stratégie d'interpellation au niveau belge pour le débat parlementaire sur les IFI's a été mise en œuvre. Des réunions de travail se sont déroulées avec le CDH et avec Ecolo et plusieurs membres de la commission « Mondialisation » dont son coprésident le sénateur socialiste Pierre Galand. Ce travail préparatoire a permis des interpellations directes du FMI et de la Banque mondiale à ce sujet (Mr Kieckens, FMI – novembre 2003 ; Mr Alzeta, BM – mai 2004).

Les réunions de préparation pour les rencontres avec les représentants de la Belgique auprès des IFIs ont eu lieu (CNCD, Amnesty, ATD Quart Monde, 11.11.11. flamand...) : mise au point des sujets que chaque organisation désirait aborder, mise au point du point focal de la discussion et confrontation des dossiers. Le cabinet des Finances, une fois de plus, n'a pas convoqué la réunion de mars (avant la réunion de printemps des IFI's en avril 2004)

Activité C.2.d : Elaboration de dossiers pour les réunions de préparation de l'interpellation politique

Le CADTM a collationné les données correspondant aux questions qu'il désirait soulever lors des rencontres politiques : il s'agit d'étudier les rapports du gouvernement belge et des IFIs de manière à pouvoir creuser une question jusqu'à obtenir une réponse claire (qu'elle soit satisfaisante ou non). Les dossiers nous permettent de ne pas être décontenancés lors du dialogue. Ces dossiers préparatoires constituent ensuite des bases de données qui sont communiquées aux membres et aux partenaires du réseau (Nord et Sud). Elles aboutissent en effet soit à des articles, soit à des courriels (mailing lists, soit à des parties de livres à paraître, soit à la communication par le site web. Cette recherche porte essentiellement sur la vérification des annonces d'allègement de dettes, sur les nouveaux prêts, sur l'ajustement structurel (conditionnalités des prêts).

Activité C.3.d : Document de référence pour l'interpellation au cours de la campagne électorale européenne

Le CADTM (réseau international non seulement dans sa partie Nord, mais sa partie Sud vu que certains membres et partenaires du Sud sont très attentifs aux évolutions et décisions de l'UE) s'est concerté avec ses partenaires, essentiellement ceux de la campagne « Abolir la dette pour libérer le développement » (CNCD) pour élaborer une position qui représente nos points de vue et notre interpellation des institutions européennes et des gouvernements nationaux (Belgique, France surtout) lors de la campagne électorale en juin 2004.

Les discussions à ce sujet ont eu lieu dès novembre 2003 en fait (Forum Social Européen de Paris). Elles se sont poursuivies durant le premier semestre 2004.. C'est le CNCD qui a porté notre démarche et pris les rendez-vous nécessaires.

Sur le plan des ONG d'Europe et des campagnes dette des différents pays européens, le CADTM a participé activement aux concertations par Eurodad (www.eurodad.org)

Après les élections européennes, le CADTM a organisé le 10 octobre 2004 une réunion des campagnes européennes pour faire le bilan de l'attitude de l'UE et des Etats-Unis en matière d'annulation de dettes. Une autre réunion a ensuite eu lieu entre les mêmes partenaires à Londres le 15 octobre lors du 3^e FSE.

Evaluation

Deux réunions du GNC ont été entièrement consacrées à l'évaluation de nos activités (juillet et novembre 2004).

Les réunions de réseau international ont chaque fois contenu un volet important d'évaluation.

Deux activités ont fait l'objet d'une évaluation par questionnaires proposés aux participants : la formation résidentielle sur le droit au développement (juin 2004) et le séminaire de droit international (octobre 2004).

Le 13 octobre 2004, à Liège, nous avons consacré une demi journée à la RESTITUTION de l'évaluation en cours, en vue de son approfondissement et de sa socialisation.

L'évaluation a été présentée par Gus Massiah et Olivier Blamangin.

Madame Mara Coppens, gestionnaire du dossier CADTM à la DGCD, et Madame Deworme, en l'absence de Monsieur Philippe Jalet (excusé), représentaient la DGCD. Acodev était représenté par Monsieur Jean-Michel Swalens. Au niveau du CADTM, nous étions un nombre important de membres du Sud et du Nord :

Sud : Solange Koné (FNDDP, Côte d'Ivoire), Salissou Oubandoma (RNDD, Niger), Aminata Touré Barry (CAD, Mali), Mauricio Alvarez (Colombie), Camille Chalmers (Haïti), Sékou Diarra (CAD, Mali), Ajit Muricken (VAK, Inde), Victor Nzuzi (NAD/CADTM, RDC), Alonso Zhingre Gallegos (Convergencia, Equateur), Brahim Oubaha (Attac-Agadir, Maroc)

Nord : Claude Quémar (CADTM, France), Mike et Yvette Krolkowski (CADTM, France), Camille Schmitz (Attac) et l'équipe CADTM de Belgique.

Sur le fond

L'objectif du CADTM est l'annulation de la dette. A-t-il réussi ? Non. Est-ce un échec ? Non, car le message a avancé, progressé. Il y a eu un réel développement de la thématique mais pas encore de victoire politique. Même s'il y a des programmes de désendettement, il s'agit d'une concession très partielle des créanciers. Autre difficulté rencontrée : la dette est un facteur qui divise les pays du Sud : le problème ne se pose plus en termes de négociation globale. Le CADTM doit donc rester vigilant.

Les travaux sur l'illégitimité de la dette, sur la dette odieuse ont entraîné une acceptation de plus en plus forte de l'idée (alors qu'auparavant par exemple, le Club de Paris refusait tout net d'envisager cet aspect). Pour jauger de la difficulté d'atteindre l'objectif, rappelons que la campagne planétaire Jubilé 2000 n'a pas rencontré non plus de victoire immédiate.

Sur le financement du CADTM

Dans l'analyse des ressources financières de la structure, il ne faut pas perdre de vue l'angle politique. Comment éviter certains écueils ? 1) Fonds publics d'une part et garantir des fonds propres en augmentation d'autre part. 2) Eviter que le renforcement du réseau international passe par un rapport de dépendance structurel vis-à-vis du CADTM Belgique ; éviter la perversion des rapports que cela entraîne nécessite de trouver des appuis de financement chez d'autres organisations.

Débat

Le Mali souligne une victoire car la dette est devenue un débat politique et pas technique. Le CAD est d'accord que le CADTM ne doit pas fonctionner comme bailleur de fonds. Dans l'évaluation, il faut souligner le rôle du CADTM dans la capacitation du réseau.

La question des parlementaires comme public-cible mise en doute ? Hugo Ruiz Diaz raconte son expérience de formation des parlementaires au Mali qui, à la suite, ont signé une motion de surveillance des Institutions financières internationales. Jean-Michel Swalens (Acodev) estime que c'est un public-cible fondamental. Les évaluateurs estiment que c'est un public-cible fondamental car les débats parlementaires font partie des débats citoyens (exemple en France : auditions des représentants des IFI et des organisations sociales ; expérience également du débat sur le Nicaragua au Club de Paris).

On souligne un accord général dans le réseau CADTM sur la priorité de la mise en œuvre des audits. Le CADTM est devant le défi de pouvoir mettre cela en pratique.

La méthode

L'évaluateur Gus Massiah examine ensuite les questions de méthode. En effet, les grilles d'évaluation portent sur les aspects administratifs et techniques et non sur l'organisation de mobilisations engagées. Il y a donc nécessité d'adopter une méthode. Le système établi avec le commanditaire est un système avancé et intéressant. L'appel d'offre national est caractérisé par une grande liberté d'expression, proposant une évaluation interne et externe. Cela permet d'innover : les activités sont évaluées sans nuire au dynamisme ; l'administration demande de la rigueur. Cela ouvre trois entrées d'évaluation : objectifs, activités, moyens. L'aspect « activités » est important car il met en valeur la stratégie : l'organisation se constitue avec des personnes morales et physiques, réalise un travail d'éducation populaire, réussit à se mettre en réseau international. C'est ce qui fait la base du programme stratégique 1997-2002.

Avec le développement de l'organisation, les objectifs changent. L'objectif est d'annuler la dette : l'identification est claire mais évite le slogan. Cela se traduit en actions : évolution des objectifs spécifiques, priorités, articulations, etc. en vue de sensibiliser les décideurs politiques, la population belge, la population du Sud avec l'analyse des PPTTE par exemple. Des objectifs intermédiaires apparaissent : la sensibilisation de l'opinion.

Quelle articulation avec les objectifs du commanditaire (càd la DGCD)? Qu'y a-t-il en commun ? Une pratique de programme pluriannuel, le respect démocratique, les objectifs de développement. Les critères (réalisation des objectifs, impacts des activités) portent sur l'évolution de la thématique, l'environnement, l'institutionnel, l'opinion.

Le CADTM démontre des contributions à renforcement des alliances, des mobilisations croissantes. Une évolution quantitative se marque à travers la campagne Jubilé, le débat sur l'annulation de la dette dans le mouvement altermondialiste, le débat au sein des gouvernements, du G7, de l'OCDE, etc. Ses objectifs spécifiques sont le gouvernement belge (rapport avec la RDC), l'UE (directement et indirectement), le Sud (partenaires), les institutions internationales, l'opinion publique. La stratégie s'est donc précisée : l'annulation de la dette est un élément stratégique du développement, les rapports Nord/Sud, les conditions d'annulation se négocient, l'environnement politique est sous la pression citoyenne, la mobilisation de l'opinion. Le Sud a aussi son opinion publique, les pays du Nord n'ont plus le monopole de l'expertise : le CADTM a travaillé à cela.

La mise en œuvre de la stratégie passe par les activités : élaboration, publications, campagnes, information. Les mesures d'impact notamment dans les moteurs de recherche sont en constante augmentation.

Les moyens

Le CADTM a très peu de moyens humains mais fonctionne avec un cercle de bénévoles, de membres non actifs, et le réseau. Il procède donc à des alliances : CNCD, Forums sociaux...

Au niveau finances, les subventions qu'il reçoit sont faibles. Ses ressources propres sont proportionnellement importantes. La répartition par poste indique une organisation très active. Il faut donc qu'elle établisse des priorités vu l'augmentation des demandes. Elle doit surmonter les contradictions entraînées par l'augmentation des bénévoles, l'extension du réseau dans d'autres pays, les alliances.

Travail d'élaboration

L'importance de l'élaboration est permanente (travail en continu). Les tableaux de bord constituent une contrainte forte. Il y avait beaucoup de discussions dans le réseau au niveau informel : cela a été formalisé et développé, ce qui prouve une capacité à travailler malgré des différences et la dette a été placée au cœur du mouvement altermondialiste. Les capacités à alliance avec le CNCD : un instrument qui a décuplé l'intervention.

Débat

Les outils font apparaître une progression de la qualité ? Exemples : l'évolution du livre « La bourse ou la vie », le livre « 50 questions/50 réponses » réimprimé et traduit en anglais et espagnol (arabe en projet), le ministère de l'Education de l'Etat d'Alberta (Canada) a introduit dans un manuel scolaire des extraits de « 50 questions/50 réponses », la communication passe aussi par les films, la musique (CD). L'offre de service dès qu'elle a été acceptée par la DCGD s'est développée.

Il faut souligner le bon équilibre entre l'intervention belge et l'intervention internationale : grand succès de l'intervention au Festival Esperanzah ! (plus de 4.000 signatures pour l'annulation de la dette récoltées en 3 jours alors que le public total s'est élevé à 19.000) et de la journée « FMI/Banque mondiale : 60 ans, l'âge de la retraite » (300 participants).

Pour l'évaluation, le CADTM va se doter de stagiaires universitaires qui réaliseront les recherches. Ces tableaux de bord doivent être rationalisés et étendus aux partenaires du réseau.

Acoddev

Il serait utile d'évaluer l'impact du réseau dans les pays du Sud. C'est-à-dire qu'il faudrait définir une stratégie du réseau et non plus seulement du CADTM Belgique. Tout en sachant qu'il ne s'agit pas ici du poste de la DGCD « financement de partenaires ».

Le CADTM aide réellement à l'émergence de nouveaux acteurs et crée des liens entre eux par le processus du Forum social mondial (mettre en évidence par exemple les liens noués entre la Caraïbe et l'Afrique)